JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

7^e Législature

SECONDE SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1980-1981

(10^e SEANCE)

COMPTE RENDU INTEGRAL

1^{re} Séance du Mardi 15 Septembre 1981.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. LOUIS MERMAZ

1. — *Politique générale.* — Déclaration sans débat du Gouvernement (p. 1032).

MM. Mauroy, Premier ministre; le président.

2. — *Discussion de la motion de censure* (p. 1042).

Discussion générale:

MM. Labbé,
Jospin,
Gaudin,
Marchais,
Fuchs, le Premier ministre,
Bêche.

Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance.

3. — *Ordre du jour* (p. 1059).

PRÉSIDENCE DE M. LOUIS MERMAZ

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

★ (1 f.)

— 1 —

POLITIQUE GÉNÉRALE

Déclaration sans débat du Gouvernement.

M. le président. L'ordre du jour appelle une déclaration de politique générale du Gouvernement sans débat.

La parole est à M. le Premier ministre. (*Applaudissements prolongés sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. Pierre Mauroy, Premier ministre. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, il y a deux mois, à cette même tribune, j'ai exposé le programme et les objectifs du Gouvernement pour la durée de la législature.

Je n'y reviendrai pas. Je répète simplement que ces engagements seront tenus. Le plan de cinq ans, qui vous sera proposé en 1983, assurera la réalisation complète de nos objectifs et fixera le rythme de notre démarche.

En dépit de tous les commentaires sur la fin de l'état de grâce, les Français sont confiants et lucides. Ils connaissent la situation réelle du pays.

M. Jacques Toubon. Cela, c'est sûr !

M. Philippe Séguin. Hélas !

M. le Premier ministre. Ils savent que la France que nous avons prise en charge est malade de votre politique, mesdames, messieurs de l'opposition! (*Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française. — Applaudissements prolongés sur les bancs des socialistes et applaudissements sur les bancs des communistes.*)

M. Edouard Frédéric-Dupont. C'est faux!

M. le Premier ministre. Les Français subissent votre bilan. Vous avez multiplié les promesses et les rapports.

M. Roger Corréze. Et vous alors?

M. le Premier ministre. Vous ne les avez pas traduits en actes. Que sont devenus, par exemple, votre réforme de l'entreprise, le soutien aux associations, la lutte contre la drogue, l'aménagement des banlieues, la réduction des inégalités, l'aménagement du temps vécu? Et que dire de la condition des travailleurs manuels et de la lutte contre la pauvreté? (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes. — Exclamations sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

Vous n'avez pas su voir venir la crise économique! (*Rires ironiques et protestations sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. Jean-Claude Gaudin. Vous la découvrez!

M. le Premier ministre. Vous en avez sous-estimé les conséquences. Vous avez renoncé à tout effort réel de planification. Vous avez géré vos budgets au jour le jour sans essayer d'éclairer l'avenir et d'élargir l'horizon. Vous avez compliqué la fiscalité sans la rendre plus juste et plus efficace. Vous avez laissé l'inflation augmenter plus vite que chez nos partenaires. (*Protestations sur les mêmes bancs.*)

M. Philippe Séguin. Vous pouvez en parler!

M. Pierre Mauger. C'est la meilleure!

M. Charles Miossec. Plus c'est gros, mieux ça passe!

M. Raoul Bayou. Vous êtes sans pudeur, messieurs de l'opposition!

M. le Premier ministre. Mesdames, messieurs, mon discours va tout de même durer un certain temps. (*Rires sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République. — Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Laissez-moi au moins partir, et l'on verra!

M. Philippe Séguin. Partez!

M. le Premier ministre. Vous avez été incapables de concevoir une politique industrielle et vous vous êtes bornés à des opérations ponctuelles de sauvetage.

Vous avez toléré la baisse constante du revenu agricole moyen depuis 1975 et vous avez toléré un endettement déraisonnable des exploitants.

Un député de l'union pour la démocratie française. Et le prix du lait?

M. le Premier ministre. Vous avez laissé dépérir notre appareil de recherche.

M. Maurice Sergheraert. Vous allez le tuer!

M. le Premier ministre. Vous avez, pendant sept ans, méprisé le dialogue social. (*Vives protestations sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

Vous avez, au cours des derniers mois de votre gestion, laissé l'économie en jachère et le progrès social en déshérence. (*Très bien! sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. Etienne Pinte. Parlez-nous de votre programme!

M. le Premier ministre. Enfin et surtout, vous avez accepté le chômage alors que, depuis des années, vos propres experts montraient que votre politique en aggravait le poids. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. Francisque Perrut. Et la vôtre?

M. le Premier ministre. Voilà votre bilan!

Et voilà donc la France que les Français nous ont demandé de changer.

Un député de l'union pour la démocratie française. A 51 p. 100!

M. le Premier ministre. Ils nous demandent davantage de solidarité, de sécurité et de prospérité. Ils nous demandent moins de bureaucratie (*Rires sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République*), de centralisation et de rigidité.

M. Robert-André Vivien. C'est de l'humour!

M. le Premier ministre. A ceux qui s'inquiètent déjà, à ceux qui trouvent que nous allons trop vite, je voudrais simplement répondre: « Demandez aux 1 800 000 chômeurs s'ils peuvent attendre. » Attendre quoi?

M. Jacques Toubon. Pas vous!

M. le Premier ministre. D'être rejoints par cent, deux cent, trois cent mille chômeurs supplémentaires? (*Interruptions sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

Et à ceux qui veulent nous censurer, dois-je rappeler que les prévisions du VIII^e Plan annonçaient, au nom du respect du libéralisme, deux millions et demi de chômeurs? (*Vifs applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Cette dérive que les Français ont massivement refusée en mai et juin prochains...

M. Charles Miossec. Lapsus significatif!

M. Roland Nungesser. Vous n'irez pas jusque-là!

M. le Premier ministre. ...derniers — merci d'avoir rectifié!

C'est cette société que le Gouvernement refuse. C'est elle qu'il a entrepris de changer.

L'objectif est clair: remettre la France tout entière au travail, et d'abord arrêter l'augmentation du chômage.

M. Jean-Louis Gosdoff. Vous n'êtes pas sur la voie!

M. le Premier ministre. Ce ne sera ni facile, ni rapide. (*Exclamations sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

La faute de nos prédécesseurs a été d'accepter le chômage comme un mal nécessaire, comme un solde demeurant après qu'aient joué les autres variables économiques. Une vision aussi passive méconnaît gravement les réalités de la société française.

M. Francisque Perrut. Et la vôtre?

M. le Premier ministre. La sanction du suffrage universel l'a prouvé.

Car le travail est plus qu'un moyen de subsistance, plus qu'une source de revenus. C'est par le travail que les femmes et les hommes s'intègrent à une société. Nous avons vu, dans un pays voisin, à quel désespoir et à quelle violence peut conduire ce véritable bannissement que constitue la privation d'emploi.

Nous refusons la résignation face à la montée du chômage. Nous refusons de laisser le tissu social se désagréger sous nos yeux.

Nous appelons la communauté nationale à la mobilisation pour l'emploi. Il n'y a pas de fatalité au chômage.

Le Gouvernement, mesdames, messieurs les députés, vous propose aujourd'hui les moyens de remonter la pente. Ma mission de Premier ministre est de conduire cette bataille collective. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

Un député du rassemblement pour la République. ... et de la gagner!

M. le Premier ministre. Notre plan de lutte s'attaque aux deux racines du chômage. A la crise de production nous répondons par une nouvelle croissance. Aux mutations sociales nous répondons par un nouveau partage du travail.

La crise de production, pour les économies occidentales, c'est l'impossibilité de retrouver naturellement un niveau de croissance comparable à celui des années 60. Le prix de l'énergie, le désordre monétaire, l'émergence de nouveaux pays industriels, l'appauvrissement des pays les moins avancés nous obligent à une véritable reconversion, à une nouvelle croissance.

Devant cette nécessaire adaptation, des vagues alternées d'optimisme et de pessimisme balayent nos sociétés. Nos prédécesseurs ont choisi le repli. Ils ont accompagné la récession et nourri l'inquiétude.

Plusieurs députés du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française. Oh !

M. le Premier ministre. La gauche est volontaire et optimiste. Elle appelle le pays à relever les défis qui lui sont lancés. Il en a la capacité. C'est pourquoi le Président de la République et le Gouvernement vous proposent d'aller au maximum de la croissance possible — c'est-à-dire, dès 1982, au moins 3 p. 100.

M. Robert-André Vivien. Illusion !

M. le Premier ministre. Comment y parvenir ? En retrouvant une ambition industrielle pour la France. Oui, nous devons dominer la nouvelle révolution technologique.

M. Emmanuel Aubert. En nationalisant !

M. le Premier ministre. Je vais y venir !

Car l'une des causes du chômage, c'est, face à cette mutation imposée, l'inadaptation de notre appareil de production, de ses modes de gestion, de prévision et de formation ; c'est le retard des relations sociales dans l'entreprise ; c'est l'inadaptation d'un système de charges sociales qui pèse trop sur l'emploi.

Mme Françoise Gaspard. Très bien !

M. le Premier ministre. Il ne s'agit pas de refuser la robotique ou l'informatique. Il s'agit de gérer cette mutation en respectant l'homme. Notre société, trop exclusivement centrée sur les valeurs productives, ne doit pas assurer la prospérité relative des uns par la marginalisation des autres : trois ou quatre millions de nos concitoyens.

Les gains de productivité permis par le progrès technique doivent profiter à l'ensemble de la communauté nationale. Et notamment, par une rapide réduction de la durée du travail qui permet une plus juste répartition de la charge de travail entre tous les Français (*Applaudissements sur plusieurs bancs des socialistes.*)

M. Robert-André Vivien. C'est faux !

M. le Premier ministre. C'est là un des moyens essentiels pour maîtriser les mutations de la société française. Car l'augmentation du chômage s'explique aussi par la sociologie et la démographie.

Les femmes, après avoir conquis le droit de vote, revendiquent très légitimement le droit à un emploi, moyen privilégié de leur autonomie sociale.

La France rurale est devenue urbaine. Il est temps de freiner cet exode en créant des emplois en milieu rural, en transformant sur place les produits de l'agriculture et de la forêt. Nous avons donc doublé, dans le projet de budget pour 1982, la dotation d'installation des jeunes agriculteurs. (*Très bien ! et applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

La France a rajeuni.

Durant dix-sept ans, au lendemain de la guerre, les effectifs des classes d'âge ont doublé. Ces jeunes de vingt à trente-sept ans sont en passe de devenir le groupe dominant de la société française. Ils contribuent aujourd'hui à accentuer le déséquilibre du marché de l'emploi comme ils ont fait, il y a une quinzaine d'années, craquer le cadre de l'éducation nationale.

Dois-je rappeler aux nombreux enfants de Mai 68 qui siègent aujourd'hui sur ces bancs les bouleversements provoqués par le déferlement de cette vague démographique dans l'enseignement supérieur ? (*Rires sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

De la même manière, dans vingt-cinq ans, ils provoqueront la ruine des systèmes de retraites si aucune mesure préparatoire n'est prise. Nous nous sommes donc attachés à traiter le problème du chômage, sans perdre de vue les contraintes des prochaines décennies.

Nos prédécesseurs enregistraient cette donnée comme une sorte de fatalité supplémentaire dans la « gestion de l'imprévisible ». Telle n'est pas notre attitude. Nous pensons, au contraire, que c'est ce sang neuf irriguant le corps social français qui lui permet de retrouver l'audace du changement, qui lui permet de poser en termes nouveaux le rapport des hommes à la production.

C'est pourquoi nous voulons changer la vie en permettant à l'emploi d'exprimer la diversité de la société et des individus. Assurer une plus grande liberté individuelle, c'est d'abord rendre à chacun la maîtrise de son temps.

Cette mutation culturelle, seule la gauche pouvait la conduire. Elle doit être engagée avec d'autant plus d'audace que la conjonction de la crise économique et de la structure démographique nous offre l'occasion unique de modifier les comportements et les habitudes.

Relancer la croissance, partager le travail, c'est d'abord, dans la France d'aujourd'hui, réconcilier les Français avec leur industrie.

M. Pierre Mauger. Vous n'en prenez pas le chemin !

M. le Premier ministre. Les Français veulent une industrie, mais ils n'aiment pas leurs usines. Mettre fin à ce paradoxe, c'est l'ambition de notre projet. Il n'y aura pas création d'emplois dans ce pays sans développement industriel. (*Rires et exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

Et il n'y aura pas de développement industriel dans ce pays si les conditions de travail et de vie à l'usine continuent à rebuter les salariés. (*Vifs applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

J'appelle les chefs d'entreprise à comprendre... (*Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. Pierre Mauger. Et à payer !

M. le Premier ministre. ...et les plus dynamiques d'entre eux l'ont déjà fait, que le progrès social dans l'entreprise est une condition du progrès économique.

M. Raoul Bayou. Très bien !

M. François d'Aubert. Et la confiance ?

M. le Premier ministre. Le salarié dans l'entreprise doit demeurer un citoyen.

Nos intentions sont claires. Il ne peut y avoir de dualité dans la direction d'une entreprise. Les travailleurs, par l'intermédiaire de leurs organisations syndicales, doivent pouvoir faire entendre leur voix.

Le comité d'entreprise n'est pas chargé de décider, mais de suivre la marche de l'entreprise, et d'informer les travailleurs. (*Murmures sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*) Le comité d'entreprise ne peut avoir de droit de veto, en particulier sur les licenciements. (*Exclamations sur les mêmes bancs.*) Il a en revanche le droit d'être informé.

La loi sera appliquée. Elle sera améliorée, pour que les comités d'entreprise fonctionnent mieux, qu'ils existent partout où ils doivent exister. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Les travailleurs doivent, en particulier, être étroitement associés à la détection et à la prévention des sinistres industriels dont ils sont, au demeurant, les premières victimes.

A ce propos, le Gouvernement est décidé à mettre un terme aux incohérences d'une législation qui organise la liquidation plutôt que la survie des entreprises défaillantes. Vous aurez à débattre, durant cette session extraordinaire, d'un premier projet de loi sur ce sujet.

M. Robert-André Vivien. Un de plus !

M. Alain Bonnet. Eh oui ! (*Rires sur les bancs des socialistes.*)

M. le Premier ministre. Vous semblez le regretter, monsieur Vivien !

M. Robert-André Vivien. On va traiter de tous ces sujets-là, mais non du budget ! Ce ne sont là que paroles verbales ! (*Exclamations sur les bancs des socialistes.*)

M. Daniel Benoist. Et vous, vous êtes le roi du baratin !

M. le Premier ministre. Les syndicats, représentants des travailleurs, doivent pouvoir négocier, avec le responsable de l'entreprise, les salaires, la durée et les conditions de travail.

La société française ne peut demeurer plus longtemps fermée à la concertation et à la négociation, qui doivent devenir les voies normales de prévention des conflits et de solution des problèmes. Et si vous ne voyez là que « paroles verbales », monsieur Robert-André Vivien, c'est que, vraiment, vous n'avez rien compris à ce que doivent être, dans les entreprises, les rapports entre patrons et ouvriers. (*Vifs applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. Robert-André Vivien. Moi je constate que vous n'avez rien compris aux réalités budgétaires. (*Vives exclamations sur les bancs des socialistes.*)

M. le Premier ministre. Monsieur Vivien, les caméras sont là, la France nous regarde. (*Protestations sur les bancs du rassemblement pour la République.*) Si vous estimez que le débat qui est engagé est un débat digne des Français — et de tous les Français, qu'ils aient voté pour nous ou pour vous — ne pensez-vous pas qu'une façon d'honorer ces Français qui nous regardent et qui nous écoutent serait de vous taire un peu et d'écouter ce que dit le Premier ministre ? (*Protestations sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République. — Vifs applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*) D'autant, monsieur Vivien, que votre groupe a déposé une motion de censure et que vous pourriez vous expliquer ensuite, cette motion de censure, je le rappelle, ne constituant pas un préalable à la déclaration du Gouvernement. (*Interruptions sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

Dans les petites et moyennes entreprises, notamment, la législation sociale est trop souvent ignorée. Les efforts exceptionnels du Gouvernement en faveur de ces entreprises devront s'accompagner d'un effort parallèle pour que soient intégralement respectés les droits des travailleurs.

J'invite les chefs d'entreprise à réfléchir à cette nouvelle donnée. Le Président de la République est élu pour sept ans, l'Assemblée nationale pour cinq ans. Pour mettre en œuvre la politique approuvée par les Français, la gauche a les moyens, la durée et la volonté. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Jamais le Gouvernement n'a pensé que les créations d'emplois pourraient se faire sans ou contre les chefs d'entreprise. (*Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*) Il sait qu'ils ont besoin de connaître précisément le cadre de leur action et les règles du jeu social.

J'ai entendu les voix les plus autorisées du patronat m'expliquer que l'attentisme des chefs d'entreprise en matière d'investissement, et donc de création d'emplois, découlerait de leur ignorance dans ce domaine. Force est pourtant de constater que les investissements se sont taris bien avant l'arrivée de la gauche au pouvoir. Dès lors, le prétexte politique, si souvent utilisé, perd toute crédibilité. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Les chefs d'entreprise comprendront-ils que la gauche au pouvoir apporte aux entrepreneurs ce que la droite n'a jamais pu leur assurer : un climat social de négociation et non d'affrontement, une planification qui bafise l'avenir. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Dans tous les secteurs de l'industrie, de l'agriculture, de l'artisanat, du commerce, la France compte des entreprises remarquables par leurs performances, dirigées avec ardeur et avec foi.

M. Jacques Toubon. La carotte après le bâton !

M. Gabriel Kasperait. Tiens !

M. le Premier ministre. Les chefs d'entreprise, les cadres, les salariés qui les constituent ont permis, malgré le désordre de la société libérale, à ces entreprises d'affirmer leur présence et leur compétitivité dans la concurrence internationale.

M. Philippe Séguin. Et on va les nationaliser !

M. Jean Brocard. Alors ne les nationalisez pas !

M. le Premier ministre. Ils peuvent et ils doivent maintenir et amplifier cet effort. Nous sommes résolus à les y aider.

Le Gouvernement ne cherche pas la solution aux difficultés du pays dans l'étatisation. Que les chefs d'entreprise qui s'émouvent prennent la peine de nous écouter. Qu'ils forment leur opinion à partir de nos actes et non en fonction de leurs préjugés.

M. Charles Miossec. C'est risqué !

M. le Premier ministre. Comme eux, nous voulons que la France renoue avec la croissance. C'est la condition de notre prospérité commune : celle des citoyens comme celle des entreprises. C'est la condition pour faire reculer le chômage.

C'est pourquoi j'installerai, avant la fin de l'année, le conseil supérieur du développement industriel qui réunira, autour du Premier ministre et du ministre de l'industrie, des chefs d'entreprises privées et publiques.

Pour que la volonté soit générale, il faut d'abord que la politique économique soit claire. (*Rires sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

Je veux rappeler que nous n'avons pas attendu pour amorcer la reprise de l'activité et pour donner aux entreprises de premiers moyens d'y tenir un rôle.

Les mesures sociales immédiates décidées le 3 juin tendant à développer la consommation populaire ont été accompagnées d'un dispositif de compensation de l'augmentation des charges résultant de la hausse de 10 p. 100 du S. M. I. C. Plus 22 deux milliards et demi de francs ont ainsi été pris en charge par l'Etat pour éviter un alourdissement excessif des coûts des entreprises. Ce dispositif sans précédent a été complété par l'offre aux P. M. I. d'avances exceptionnelles de trésorerie.

M. François d'Aubert. Combien en ont profité ?

M. le Premier ministre. Pour inverser la forte tendance à la baisse de l'investissement industriel, constatée au premier semestre, le Gouvernement a porté en juin à 17 milliards de francs l'enveloppe totale des prêts bonifiés à long terme, et a majoré de 5 milliards de francs les prêts du F. D. E. S. destinés à l'industrie.

M. François d'Aubert. Ils étaient inscrits au fonds national de l'emploi depuis l'année dernière.

M. le Premier ministre. Par ailleurs, il a créé les conditions d'une baisse de 2,5 points du taux de base bancaire. Tout récemment encore, le ministre de l'économie et des finances a assoupli l'encadrement du crédit.

Enfin, le collectif de juillet a prévu le lancement de 50 000 logements sociaux neufs et amorcé la relance du secteur du bâtiment, dont les perspectives s'étaient fortement détériorées au cours du premier semestre. (*Interruptions sur les bancs du rassemblement pour la République.*)

Ainsi, en décidant une relance mesurée de la demande interne équivalant à 1 p. 100 du produit intérieur brut sur un an, étalée graduellement sur les six derniers mois de 1981, le Gouvernement a créé les conditions d'une reprise économique.

Cet effort sera prolongé.

La croissance nouvelle tranchera avec le libéralisme anarchique qui a échoué parce qu'il laissait les entreprises et les travailleurs ballottés par le jeu du marché et de décisions que leur dictent des puissances d'argent, nationales ou étrangères.

La croissance nouvelle sera plus volontaire...

M. François d'Aubert. Quel taux pour la croissance nouvelle ?

M. Raoul Bayou. M. le Premier ministre vous le dira.

M. le Premier ministre. ... c'est-à-dire ordonnée autour d'un plan, d'un budget actif, d'un secteur public dynamique et moteur.

M. Robert-André Vivien. Et autour de la dévaluation !

M. le Premier ministre. Le plan intérimaire de deux ans qui vous sera soumis en décembre montrera la cohérence de la stratégie économique.

M. François d'Aubert. M. Rocard n'est pas d'accord au sujet des nationalisations ! (*Protestations sur les bancs des socialistes.*)

M. Arthur Notebart. On vous rendra la monnaie tout à l'heure !

M. le président. Je vous en prie, monsieur d'Aubert, écoutez M. le Premier ministre.

M. le Premier ministre. Monsieur d'Aubert, qu'est-ce que votre observation apporte véritablement au débat ? (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*) J'espère que, tout à l'heure, lorsque vous défendrez votre motion de censure, vous aurez, messieurs, autre chose à nous dire. Laissez au Gouvernement le soin d'exposer sa politique.

M. François d'Aubert. Nous cherchons précisément à être éclairés.

M. le Premier ministre. Le plan intérimaire de deux ans, qui vous sera soumis en décembre, montrera la cohérence de la stratégie économique. Volontairement sélectif, il proposera des programmes spécifiques exerçant un impact significatif sur l'emploi. A titre d'exemple, nous serons en mesure, si vous votez le budget qui vous sera proposé, de financer l'an prochain un grand effort d'économies d'énergie et de promotion des énergies renouvelables dans l'habitat. Une déduction fiscale, spécifique et sans précédent, égale à 10 000 francs pour une famille avec deux enfants, s'ajoutera à cet effet à des dotations pour subvention fortement accrues.

L'intention du Gouvernement est aussi que le Plan fixe une règle du jeu claire et stable dans les domaines qui déterminent la vie quotidienne et la compétitivité des entreprises.

Notre budget pour 1982 sera générateur de relance. Il sera, au sens plein du terme, un budget pour la croissance, c'est-à-dire un budget pour l'emploi. Le déficit, qui se situera aux environs de 2,6 p. 100 de la production intérieure brute, ne sera plus un déficit de récession mais un déficit incitateur. (*Protestations et rires sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République*)

M. François d'Aubert. Incitateur à l'inflation !

M. le Premier ministre. Ce déficit demeure raisonnable, messames, messieurs les députés, puisque les administrations publiques de pays comme la République fédérale d'Allemagne et le Japon ont connu, ces dernières années, des déficits dépassant nettement 5 p. 100.

En matière de création directe d'emplois, 61 000 postes seront offerts dans le secteur public.

M. François d'Aubert. Ce sont les ateliers nationaux !

M. le Premier ministre. Cet accroissement des effectifs est rendu possible par une politique salariale rigoureuse, prévoyant le maintien du pouvoir d'achat moyen des agents en place.

Dans le domaine social, le minimum vieillesse pour une personne seule sera porté à 2 000 francs et les allocations familiales augmentées dans le cadre d'une refonte des prestations familiales.

L'allocation logement bénéficiera d'une nouvelle augmentation de 20 p. 100 en décembre tandis que, parallèlement, quelque 250 000 logements aidés vont être mis en chantier et qu'un important effort de réhabilitation de H.L.M. va être mené. La progression du budget de l'urbanisme et du logement sera d'ailleurs de 34 p. 100. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

D'autres budgets connaissent des progressions aussi spectaculaires ; celui de la recherche civile par exemple, en augmentation de près de 30 p. 100. Globalement, les dépenses d'équipement civil du budget général progresseront de plus de 25 p. 100.

En privilégiant le secteur du bâtiment et des travaux publics, mais aussi les équipements et transports collectifs, le Gouvernement a le souci de procéder à une relance qui pèse le moins possible sur nos importations. Depuis 1978, en effet, la part des importations dans l'offre de produits industriels avait augmenté de cinq points. Il est donc, là encore, indispensable d'inverser cette tendance.

Parmi les grands travaux que l'Etat engagera ou mettra à l'étude en 1982 je citerai : six grands stades, un important programme de transports collectifs urbains, des liaisons ferroviaires à grande vitesse, une mise au gabarit des canaux...

M. Pascal Clément. Tout cela, c'est nous !

M. le Premier ministre. ... le chantier de La Villette...

M. Daniel Benoist. Quel souvenir !

M. le Premier ministre. ... le tunnel sous la Manche (*Exclamations et rires sur les bancs du rassemblement pour la République.*)

M. Jacques Toubon. Et le monstre du Loch Ness !

M. le Premier ministre. ... et un vaste programme de petits travaux urbains — aménagements et équipements pour les enfants, les piétons, les cyclistes et les handicapés — ... (*Vifs applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. Robert-André Vivien. On dirait du Prévert !

M. le Premier ministre. ... sans oublier, je le répète ...

M. Robert Wagner. Le monstre du Loch Ness !

M. le Premier ministre. ... l'exceptionnel programme d'économies d'énergie créateur d'emplois. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Pour mener à bien l'indispensable reconquête de notre marché intérieur, le Gouvernement est décidé à se battre en vue d'obtenir un renforcement du dispositif communautaire du marché européen. La C.E.E. est en effet la zone économique la plus ouverte sur l'extérieur et la moins protégée.

Nous sommes pour l'Europe, mais certainement pas pour l'Europe des déréglés. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

En matière agricole notamment, nous entendons que soit respectée la préférence communautaire. Il convient également de supprimer les distorsions de concurrence entre les producteurs de la Communauté : montants compensatoires monétaires, aides régionales, taux différents d'impôts indirects.

La politique de relance ne développera pleinement ses effets positifs que si l'appareil de production est en mesure de répondre à la demande et de mettre en place de nouvelles capacités de production. A cet effet, le Gouvernement prendra en compte le critère de reconquête du marché intérieur dans les décisions d'attribution de certaines aides publiques.

Pour financer le budget, le Gouvernement vous propose une fiscalité plus juste...

M. Philippe Séguin. Plus lourde !

M. le Premier ministre. ... et qui cependant ne contrarie pas l'activité économique.

M. Pascal Clément. Ben, voyons !

M. le Premier ministre. L'année 1982 marquera un premier pas vers un dispositif fiscal plus équitable. N'est-ce pas en effet aux plus fortunés, comme à ceux qui reçoivent les revenus les plus élevés, de contribuer, au titre de la solidarité nationale, à la lutte contre le chômage qui frappe surtout les plus pauvres ? (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Pour la majorité des contribuables, le poids de l'impôt sur le revenu sera stabilisé. En effet, le barème sera également actualisé pour toutes les tranches. Une contribution supplémentaire sera en revanche demandée aux revenus les plus hauts pour participer au financement de l'U.N.E.D.I.C.

Par ailleurs, les avantages liés au quotient familial, qui sont d'autant plus importants que les ménages ont des revenus élevés, seront plafonnés. Tout cela va dans le sens de l'équité et de la solidarité. Car — dois-je le dire ? — les ménages concernés au titre de ce plafonnement sont les ménages de salariés avec deux enfants ayant plus de 27 500 francs par mois de revenus et les ménages de salariés avec trois enfants dont le revenu mensuel est supérieur à 32 000 francs.

M. Gilbert Gantier. Avant impôt, bien entendu !

M. le Premier ministre. Quelquefois, il ne faut pas s'en tenir aux paroles ; il est nécessaire de citer des chiffres. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Tei est aussi l'esprit qui préside à la mise en place en France de cet impôt sur la fortune, qui soulève tant d'émotion...

M. Raoul Bayou. Chez les plus riches !

M. le Premier ministre. ... du moins chez quelques-uns qui donnent fort de la voix, alors qu'il est entré dans les mœurs dans la plupart des pays voisins.

Il ne taxera véritablement que les grandes fortunes : plus de trois millions pour les fortunes privées ; plus de cinq millions lorsqu'il y a outil de travail (*Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*), ce qui signifie que 90 p. 100 des entrepreneurs individuels ne seront pas concernés. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Plusieurs députés du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française. C'est faux ! c'est faux !

M. le Premier ministre. Je suis prêt à examiner avec les organisations professionnelles les dispositions complémentaires qui pourraient être introduites dans le projet du Gouvernement afin d'encourager les investissements, et seulement les investissements, dans l'entreprise, et la création d'emplois, et seulement la création d'emplois. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur plusieurs bancs des communistes.)*

Cette fiscalité nouvelle ne cassera pas la consommation.

M. Gabriel Kaspereit. Elle ne casse rien !

M. le Premier ministre. Nous avons écarté toute majoration générale de la T. V. A. Elle ne pénalisera pas les entreprises en dehors de deux secteurs — la banque et l'industrie pétrolière — qui seront taxés en raison de bénéfices exceptionnels dus aux circonstances économiques.

Plus généralement, le Gouvernement s'efforcera de stabiliser la charge des impôts et des cotisations sociales qui pèsent sur les entreprises.

M. François d'Aubert. Stabiliser à combien ?

M. le Premier ministre. Il y parviendra, mesdames, messieurs, à deux conditions.

La première est d'opérer en 1982 une réforme sérieuse de la sécurité sociale et de son financement. J'ai demandé au ministre de la solidarité nationale d'engager à ce sujet une consultation avec les partenaires sociaux. Les conclusions vous seront présentées à la fin de l'année, ou au début de l'année prochaine.

Nous ne pouvons nous satisfaire de l'état dans lequel nous avons trouvé la sécurité sociale. *(Murmures sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)*

Vous vous rappelez, mesdames, messieurs de l'opposition, l'histoire d'un petit point de cotisation qui s'est ajouté, qui a été retiré, qui est venu et qui est reparti... *(Exclamations et interruptions sur les mêmes bancs.)* Mais les Français ne l'ont pas oublié : un point est venu pour couvrir les dépenses et est reparti avant les élections, et, vous le savez bien, si ce point avait été maintenu, il n'y aurait pas de déficit de la sécurité sociale. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur divers bancs des communistes.)*

En tout cas, mesdames, messieurs, je mets les Français en garde : les dépenses nouvelles ne se conçoivent pas, notamment dans le domaine de l'assurance-maladie, sans économie corrélative. Je vous demande de comprendre que, dans ce domaine, certains progrès devront attendre que nous ayons d'abord marqué des points dans la lutte contre le chômage. Il y va de la vitalité même de notre appareil de production.

La seconde condition pour que le Gouvernement stabilise les poids des charges sociales est que les entreprises jouent le jeu de la reprise, fassent reculer le chômage, améliorent ainsi l'équilibre des régimes sociaux. *(Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)*

M. Roger Corrèze. Qu'on donne le pouvoir aux patrons !

M. le Premier ministre. C'est un pacte entre elles et le Gouvernement. En 1981, nous faisons un geste difficile, dont la portée doit être bien mesurée : le budget de l'Etat supportera à titre exceptionnel la moitié du déficit de l'U. N. E. D. I. C., l'autre moitié étant demandée à l'emprunt.

Nous aurions pu laisser les partenaires sociaux responsables de l'U. N. E. D. I. C. augmenter fortement les cotisations à l'assurance-chômage.

Nous ne l'avons pas fait parce que nous sommes convaincus que la bataille de l'emploi ne sera pas gagnée si nous ne donnons pas un coup d'arrêt à l'alourdissement des charges sociales des entreprises, et notamment des industries de main-d'œuvre. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)*

Je souhaite que les entreprises comprennent notre détermination à les aider *(Rires ironiques sur plusieurs bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)* et ce qu'il leur appartient de faire en réponse à notre attitude. La balle est dans leur camp. *(Exclamations sur de nombreux bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)*

Un député du rassemblement pour la République. Elle va les tuer !

M. le Premier ministre. Après le Plan et le budget, l'extension du secteur public constitue un troisième point d'ancrage de notre action économique.

Certains poussent des clameurs ...

M. François d'Aubert. M. Rocard !

M. le Premier ministre. ... parce que nous avons l'audace de faire, en matière de nationalisations, ce que nous avons annoncé que nous ferions, et que nous sommes en train de faire. *(Vifs applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)*

Ces campagnes n'auront eu qu'un seul effet : nous conforter dans notre volonté de conduire le changement en dépit de l'opposition de certaines puissances d'argent. *(Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)*

M. François d'Aubert. Archaïsme !

M. le Premier ministre. De quoi s'agit-il ?

Les nationalisations de 1936, de 1937, de 1945 ont porté des fruits remarquables. Si nous avons les trains les plus performants du monde, des réseaux de distribution d'électricité et de gaz tout à fait remarquables, si nous produisons l'Airbus, si Renault triomphe à l'exportation, si nos compagnies pétrolières s'implantent aux Etats-Unis — et combien d'autres exemples pourrais-je citer ? — ne le doit-on pas au secteur public ? *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)*

M. Pierre Micaut. Combien paie-t-il d'impôts ?

M. le Premier ministre. Aujourd'hui, il est envisagé — et votre assemblée en sera saisie le mois prochain — de prolonger les décisions de la Libération. Nous estimons nécessaire que le secteur public industriel soit élargi, qu'il soit composé d'entreprises autonomes, vivantes, compétitives, et qu'un appareil de distribution du crédit, soucieux d'abord de l'intérêt général de notre économie, l'épaula, comme il épaulera mieux, désormais, l'ensemble des entreprises.

Nous allions hier vers la plus détestable des économies mixtes, l'Etat intervenant toujours trop tard, épongeant les pertes de certaines entreprises sur le dos du contribuable et laissant aux capitaux privés les profits des secteurs prospères. *(Très bien ! Très bien ! et applaudissements sur quelques bancs des socialistes.)* — *Interruptions sur plusieurs bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)*

M. Jacques Toubon. Il n'y aura plus de profits.

Nous ne voulons plus de cette socialisation de dupes.

M. le Premier ministre. Nous confierons à la communauté nationale des entreprises importantes, quelle que soit leur situation financière, parce que leur rôle est stratégique.

Mais nous opérerons cette nationalisation dans une logique d'entreprise. Ainsi, pour Dassault et Matra, le souci qui est le nôtre de ne pas démanteler des groupes nous amènera à des formules souples, associant l'Etat, majoritaire, aux actionnaires privés.

M. Yves Lancien. C'est le Pastis 51 ?

M. le Premier ministre. Bien entendu, nous ne prendrons pas prétexte de cette nationalisation pour nous emparer d'Europe 1 ou nous saisir des *Dernières Nouvelles d'Alsace* ! *(Sourires et applaudissements sur les bancs des socialistes.)*

M. Jacques Baumel. C'est déjà fait !

M. Robert-André Vivien. Et le grov... tte ?

M. le Premier ministre. Ajouter... nous avons eu soin de prendre en compte les données. S'agissant de Dassault, la formule retenue est un... ge à un ingénieur de grand talent qui a beaucoup fait pour les ailes françaises. *(Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et sur divers bancs de l'union pour la démocratie française.)*

Plus généralement, je confirme que nous ne nationalisons que ce que nous avons annoncé : il n'y aura pas de nationalisation rampante.

Un député de l'union pour la démocratie française. Ce n'est pas vrai !

M. Jacques Toubon. Et les autres banques ?

M. le Premier ministre. Nous allons y venir.

Les nouvelles sociétés nationales ne seront pas de faux partenaires du jeu économique. Soumises à la loi ordinaire des sociétés commerciales, elles seront à armes égales avec leurs pairs, français et étrangers. Elles se lanceront hardiment dans la bataille économique.

Elles joueront aussi un rôle d'entraînement et de soutien à l'égard du tissu des petites entreprises, en se montrant plus respectueuses des intérêts des sous-traitants...

M. François d'Aubert. Croyez-vous que les sous-traitants de Renault soient heureux ?

M. le Premier ministre. ... et en mettant à la disposition des P. M. E. leurs capacités de formation et d'exportation. (Applaudissements sur plusieurs bancs des socialistes. — Interruptions sur plusieurs bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

Enfin, dans le secteur public élargi, comme dans les entreprises publiques du secteur concurrentiel — où les choses avaient, sur ce plan, inégalement progressé — se feront d'importantes avancées sociales.

La nationalisation du crédit — nous y sommes — ne portera pas atteinte au pluralisme ni à la concurrence entre établissements bancaires. Dans certains cas, elle la stimulera. Elle permettra en outre une réforme bancaire tournée vers les P. M. E., qui était réclamée depuis des années, mais que les gouvernements précédents n'avaient jamais osé réaliser. (Mêmes mouvements.)

Quand l'Etat sera leur actionnaire, les banques se mettront, de manière décisive, au service de l'économie. Elles prendront mieux en compte les besoins de leurs clients. Elles seront plus attentives à l'emploi.

M. Pierre Mauger. Elles s'en moqueront davantage !

M. le Premier ministre. Il s'agira d'un premier pas vers la mise en place d'un système de distribution du crédit, pluraliste, décentralisé et affranchi de la domination de certains intérêts privés. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

La politique économique que nous mettons en œuvre respecte l'initiative et la liberté de décision des entreprises.

D'abord, par la décentralisation, dont le Parlement examine le projet, avec une diligence que je salue. (Sourires sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. Robert-André Vivien. Pas d'ironie, monsieur le Premier ministre !

M. le Premier ministre. Décentraliser, c'est desserrer les contraintes administratives dont les chefs d'entreprise ne sont pas les derniers à se plaindre. C'est engager la lutte contre l'anonymat de la bureaucratie en rapprochant le décideur de l'administré.

M. Jacques Toubon. Et la cour de discipline budgétaire de l'écu !

M. le Premier ministre. C'est permettre d'intervenir plus vite, de mobiliser, par exemple, les ressources locales au profit des entreprises locales, d'adapter les procédures aux cas d'espèce, par exemple, les ressources locales au profit des entreprises locales, d'adapter les procédures aux cas d'espèce.

C'est, en un mot, rendre à la France la souplesse qui lui faisait défaut, briser le corset qui l'étouffait. C'est exactement l'inverse de l'étatisation. (Applaudissements sur plusieurs bancs socialistes.)

L'initiative et la liberté, c'est aussi le respect de l'économie de marché. Cela concerne en particulier la liberté des prix.

La lutte contre l'inflation est une priorité gouvernementale. Le mal vient de loin. Le blocage des prix n'est pas la solution.

Notre politique des prix repose sur quatre principes : la concurrence, bien sûr — c'est pourquoi nous avons remis en fonction l'appareil d'observation démantelé par le précédent gouvernement ; la concertation avec les professionnels ; la liberté des prix ; la taxation, arme ultime en cas de dérapage.

Car nous ne pourrions maintenir cette voie de liberté que si les abus ne se multiplient pas. J'appelle les commerçants, les consommateurs et leurs organisations à y veiller. (Très bien, très bien ! et applaudissements sur plusieurs bancs des socialistes.)

Voilà, mesdames, messieurs les députés, les moyens de la relance.

Voilà les nouvelles règles du jeu économique et social.

Mais le Gouvernement ne se contente pas de clarifier, il encourage. Il sait bien que les petites et moyennes entreprises forment la trame même du tissu économique et jouent donc un rôle décisif dans la bataille pour l'emploi. Afin de les aider à se lancer avec détermination dans la reprise, il a arrêté sept mesures en faveur des P. M. E.

Première mesure : renforcer leur structure financière.

Il s'agit d'abord d'améliorer les fonds propres des P. M. E. en développant les prêts participatifs.

C'est pourquoi les moyens affectés à ce type de prêts dans le projet de budget pour 1982 sont renforcés.

En outre, et surtout, le Gouvernement demande aux banques de développer substantiellement la distribution de prêts participatifs, financés sur leurs propres ressources, et de les offrir aux P. M. E. à des taux attractifs.

M. Pierre-Charles Krieg. Cela fait combien des « taux attractifs » ?

M. le Premier ministre. Les modalités de réassurance du risque par un fonds national de garantie sont actuellement à l'étude.

La mise en œuvre de ces dispositions sur le terrain sera suivie par une cellule d'animation financière régionale, chargée de veiller à la mobilisation effective des banques et des établissements de crédit au service des P. M. E.

Les compagnies d'assurance devront également contribuer au renforcement des fonds propres des P. M. E. Elles seront invitées à acquiescer plus largement qu'elles ne l'ont fait jusqu'à présent des actions de sociétés non cotées en bourse.

C'était la première mesure. A celui qui s'est inquiété et a demandé tout à l'heure « cela fait combien ? »...

M. Robert-André Vivien. Mais nous le savons ! Epsilon !

M. le Premier ministre. ... je répondrai que toutes les mesures que j'annonce...

De nombreux députés de l'union pour la démocratie française. Rien !

M. le Premier ministre. ... sont prévues dans le projet de budget qui vous sera présenté.

Tout est parfaitement clair !

Deuxième mesure à l'intention des P. M. E. : favoriser les créations d'entreprises.

Les formalités pour ces créations seront allégées par la mise en place accélérée de « centres de formalités » uniques et le regroupement des documents multiples actuellement demandés par l'administration.

De plus, le Gouvernement accroit et simplifiera les possibilités de détaxation des bénéfices réalisés par les entreprises nouvelles durant les cinq premières années de leur existence.

Troisième mesure : améliorer l'efficacité des aides au développement régional.

Une réforme du système des primes au développement régional est en cours d'élaboration. Elle rendra ces aides plus accessibles aux P. M. E. en rapprochant des entreprises les centres de décision ; en simplifiant les procédures ; en rendant la prime plus incitatrice.

M. François d'Aubert. Des cadeaux ?

M. le Premier ministre. Les collectivités locales seront, en outre, invitées à contribuer, plus encore que par le passé, au soutien financier à la création d'emplois. (Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. François d'Aubert. Avec quel argent ? (Protestations sur les bancs des socialistes.)

M. Jacques Toubon. Avec quelles ressources !

M. le Premier ministre. C'est pourquoi, nous envisageons d'assouplir les conditions actuellement mises aux exonérations de taxe professionnelle que les collectivités locales peuvent accorder aux entreprises réalisant des investissements créateurs d'emplois.

Quatrième mesure : renforcer les aides à l'innovation.

En 1982, les crédits d'aide à l'innovation des P.M.I. alloués par l'agence nationale pour la valorisation de la recherche augmenteront de plus de 50 p. 100.

Des mesures financières seront prises pour encourager l'embauche de chercheurs par les P.M.E.

Cinquième mesure : adapter les aides publiques aux entreprises à caractère personnel.

Toutes les mesures que je viens d'évoquer fonctionnent essentiellement au bénéfice des moyennes entreprises. Il est vrai que les aides publiques ne profitent guère aux petites entreprises de moins de vingt-cinq employés et dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas dix millions de francs.

Nous avons décidé, en conséquence, de prévoir pour elles une aide spécifique. Elles pourront solliciter un prêt participatif simplifié, pouvant atteindre 300 000 francs.

M. François d'Aubert. A quel taux ?

M. le Premier ministre. Sixième mesure : faciliter les transmissions de P.M.E.

Je sais qu'il est difficile, lorsque l'on possède une entreprise familiale, de vendre, de faire entrer des capitaux extérieurs ou de léguer à ses héritiers ou ses employés.

MM. Gilbert Gantier et Pascal Clément. Et la donation-partage ?

M. le Premier ministre. Dans certains cas, c'est néanmoins nécessaire pour la survie ou le développement de l'emploi dans l'entreprise.

Le Gouvernement va, en conséquence, s'attacher à abaisser les obstacles aux transmissions d'entreprises :

En engageant, au cours du plan intérimaire, l'harmonisation de la taxation des mutations à titre onéreux afin que son poids ne dépende plus de la forme juridique choisie pour l'exploitation ;

En développant le recours aux actions sans droit de vote et à dividende prioritaire ;

En facilitant, grâce à des prêts spéciaux, les possibilités de rachat du capital par les travailleurs de l'entreprise ;

En encourageant les cadres des grandes entreprises à se lancer dans la reprise et le redressement des P.M.E. par une garantie de réintégration dans leur entreprise d'origine en cas de nécessité. (*Murmures sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

Septième mesure : stimuler les investissements créateurs d'emplois.

L'aide fiscale à l'investissement bénéficie aujourd'hui de manière aveugle à toutes les entreprises, même si leurs investissements stagnent et quelle que soit l'évolution de leurs effectifs.

Ce dispositif sera modifié de manière à inciter les entreprises à moderniser leur outil de production, tout en assurant le maintien ou l'accroissement de l'emploi.

La croissance ne constitue cependant pas la seule réponse au drame du chômage : car, ainsi que je vous l'ai montré, la situation sur le marché de l'emploi en France ne résulte pas seulement de la conjoncture économique, mais aussi de la sociologie et de la démographie. (*Ah ! sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. André Rossinot. Hélas !

M. le Premier ministre. Nous nous proposons donc de pallier le déficit d'emplois par une formule simple : un nouveau partage du travail.

Dans ce dessein, le Gouvernement a arrêté quatre grandes mesures pour changer la vie.

M. François d'Aubert et M. Jacques Toubon. Pour répartir la pénurie !

M. le Premier ministre. La première est la réduction de la durée du travail.

Je rappelle notre objectif : trente-cinq heures effectives en 1985. La réduction de la durée du travail constitue, de loin, la mesure la plus créatrice d'emplois. A condition qu'il ne s'agisse pas d'une décision uniforme et générale, mais d'une réduction négociée, multiforme, accompagnée de réorganisations et d'un partage des revenus coïncidant avec le partage du travail.

Des discussions se sont ouvertes sur ce sujet dans les diverses branches professionnelles. Le Gouvernement les laisse se développer librement. J'appelle l'attention des partenaires sociaux sur le fait que la diminution du temps de travail ne sera réellement créatrice d'emplois que si les trente-cinq heures sont effectivement atteintes en 1985. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des socialistes.*)

M. Jacques Toubon. Et les autres branches ?

M. le Premier ministre. L'Etat fera tout ce qui est en son pouvoir pour faciliter cette diminution, sans qu'il soit porté atteinte à la compétitivité des entreprises. (*Vives exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. Jacques Toubon. Ne dites donc pas n'importe quoi ! (*Vives protestations sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. André Laignel. Voilà le S.A.C. !

De nombreux députés socialistes. Le S.A.C., le S.A.C., le S.A.C. !

M. le Premier ministre. Les partenaires se sont mis d'accord pour trente-neuf heures au 1^{er} janvier 1982, pour la cinquième semaine de congés payés, pour la limitation des heures supplémentaires.

Le Gouvernement proposera cet automne au Parlement une loi qui entérinera cet accord. Chaque année, en fonction des progrès réalisés, il proposera à votre vote de nouveaux aménagements législatifs.

Dans certaines industries, le cap des trente-neuf heures est déjà franchi et l'objectif de trente-cinq heures pourra sans doute être atteint bien avant 1985.

M. Jacques Toubon. Il faudrait savoir !

M. le Premier ministre. Il faut que des progrès décisifs soient accomplis pour les travaux pénibles, pour le travail en continu, grâce à l'instauration d'une cinquième équipe. Il faut que les réductions d'horaires les plus créatrices d'emplois reçoivent la priorité.

Deuxième grande mesure : l'aménagement du travail à temps partiel.

Cette forme d'activité correspond à un souhait de plus en plus répandu et pas seulement chez les femmes, comme on le croit trop souvent. Pour que le travail à temps partiel se développe, il convient d'améliorer la protection et les garanties des salariés qui choisissent cette formule. L'Etat peut et doit, dans ce domaine, montrer l'exemple.

Dès 1982, plusieurs grandes administrations proposeront aux agents qui le souhaitent de choisir un travail à mi-temps, avec réduction de leur salaire de moitié. Les emplois ainsi libérés seront immédiatement pourvus.

Un député du rassemblement pour la République. Mais quelles sont les conditions ?

M. le Premier ministre. Pour tous les fonctionnaires qui le désirent, la semaine de quatre jours, avec 20 p. 100 d'abattement du traitement, sera progressivement établie.

M. Jacques Baumel. Trois jours, c'est mieux ! (*Sourires sur les bancs du rassemblement pour la République.*)

M. le Premier ministre. Les collectivités locales et les entreprises seront invitées à suivre cette voie.

M. Philippe Séguin. Qui paiera ?

M. André Laignel. Les riches !

M. Serge Charles. Il n'y en a plus !

Plusieurs députés socialistes. Le S.A.C. !

M. le Premier ministre. Dès 1982, les administrations d'Etat accepteront, sauf nécessité impérieuse de service et avec préavis, les demandes de travail à temps partiel.

Pour certains salariés, les cadres en particulier, la réduction du travail risque de rester lettre morte. A ceux-là, s'ils le souhaitent, nous devons pouvoir proposer de prendre une année de congé, partiellement rémunérée (*rires sur les bancs du rassemblement pour la République*), avec la garantie de retrouver leur emploi. (*Exclamations et rires sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. Jacques Toubon. Et qui mettra-t-on à la porte ensuite ?

De nombreux députés socialistes. Le S. A. C. ! le S. A. C. !

M. Pierre Mauger. Pourquoi dites-vous cela ?

M. Robert Wagner. Mieux vaudrait qu'ils se taisent !

M. Charles Miossec. Ils l'auront, leur S. A. C. !

M. Pierre Mauger. Leur sac de nœuds ! (*Rires sur les bancs du rassemblement pour la République.*)

M. le Premier ministre. Je vois que les cadres n'intéressent pas certains ! (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.* — *Protestations sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M^{rs}, le Premier ministre et le Gouvernement se préoccupent de leur situation.

M. Roger Corrèze. Ah oui ! Ils s'en occupent bien !

M. le Premier ministre. Il s'agira, pour commencer, d'une expérience.

M. Jacques Fouchier. Avec des cobayes !

M. le Premier ministre. ... Par le biais de cotisations volontaires, les intéressés pourront « capitaliser » pour financer leur « année sabbatique ».

M. François d'Aubert. Cadeau ! (*Rires sur les bancs de l'union pour la démocratie française.*)

M. le Premier ministre. Troisième mesure : l'abaissement de l'âge de la retraite. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des socialistes et des communistes.*)

M. Robert-André Vivien. A trente-cinq ans !

M. le Premier ministre. Le Gouvernement tiendra ses engagements : il abaissera à soixante ans l'âge de la retraite. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Dès le début de l'année 1982, un projet de loi vous sera soumis. Il tiendra compte de la durée de carrière des travailleurs, en particulier pour ceux qui ont travaillé très jeunes et effectué des tâches pénibles. Dans la plupart des cas, la retraite au taux plein dès soixante ans sera assurée.

Un député du rassemblement pour la République. Il faut le faire !

M. le Premier ministre. Mais nous avons le souci de ne pas accroître la rigidité de notre système social. Il importe de créer un nouveau rapport entre l'homme et le travail.

La participation à la production ne doit pas être la seule source d'épanouissement des individus. Les générations montantes l'ont bien compris qui explorent volontiers d'autres voies dans leur quête du bonheur. C'est pourquoi il nous faut apporter à la transition entre l'emploi et la retraite une souplesse qui n'existe pas aujourd'hui. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

C'est pourquoi, j'ai demandé que soit étudié un système de retraite dans lequel les droits à pension seraient ouverts non plus à un âge donné, mais en fonction de la durée de carrière. L'inégalité des espérances de vie aboutit d'ailleurs aujourd'hui à une pénalisation aberrante des catégories les plus défavorisées. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*) Ouvriers et manœuvres versent plus, durant leur vie active, qu'ils ne recevront pendant leur retraite, alors que c'est l'inverse pour les catégories les plus favorisées. La voilà la vérité ! (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Chacun comprend bien, mesdames, messieurs les députés, qu'il n'est pas, des lors, possible de tolérer le cumul d'une pension de retraite et d'un revenu tiré de la poursuite d'une activité professionnelle après soixante ans. (*Applaudissements prolongés sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. Pierre Mauger. Cela va faire plaisir aux gendarmes !

M. le Premier ministre. Le projet de loi comportera en conséquence des dispositions de nature à prévenir de tels cumuls...

M. Pierre Mauger. Vous allez créer des drames.

M. le Premier ministre. ... sauf dans certains cas, notamment lorsque le niveau de pension de l'intéressé est très modeste. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.* — *Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. Pierre Mauger. Il était temps de vous rattraper !

M. le Premier ministre. Il est clair que les intérêts de ceux qui ont beaucoup d'argent vous intéressent davantage que les intérêts de ceux qui sont les plus défavorisés ! (*Vifs applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.* — *Très vives protestations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. Robert-André Vivien. Vous êtes un démagogue ! (*Vives protestations sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. Claude Labbé. Si ce n'est pas de la démagogie, qu'est-ce ?

M. François d'Aubert. Vous n'avez pas le droit de dire cela, monsieur Mauroy !

M. Gabriel Kaspereit. C'est une agression inutile.

M. Jean Falala. Et c'est faux !

M. Daniel Benoist. La démagogie, c'est vous, messieurs !

De nombreux députés du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française. Démagogues ! Démagogues ! (*Huées sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. le Premier ministre. Mesdames, messieurs les députés, je vous parle du régime des retraites !

M. Parfait Jans. Les généraux ne sont pas d'accord !

M. le Premier ministre. Aujourd'hui, le régime de la garantie de ressources permet à ceux qui, âgés de soixante à soixante-cinq ans, renoncent à toute activité professionnelle, de bénéficier d'une allocation versée par l'U. N. E. D. I. C.

Avant même soixante ans, l'Etat, grâce au fonds national de l'emploi, accorde des allocations du même montant à des travailleurs de plus de cinquante-cinq ans qui appartiennent à des entreprises en difficulté et dont le départ évite des licenciements.

M. Philippe Séguin. C'est ça !

M. le Premier ministre. Cette faculté sera étendue aux travailleurs de cet âge qui, appartenant à des entreprises saines, sont néanmoins volontaires pour partir, dans un esprit de solidarité, afin de laisser la place à des travailleurs plus jeunes. Voilà la politique du Gouvernement ! (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

L'Etat, par ce dispositif conjoncturel et l'effort financier qu'il implique, traduira sa volonté de favoriser les départs en retraite au nom de la solidarité face au chômage.

M. Philippe Séguin. Voilà qui est déjà fait.

M. le Premier ministre. Quatrième mesure : la prise en charge des jeunes et le développement de la formation professionnelle : 42 p. 100 des chômeurs ont moins de vingt-cinq ans !

Nous refusons que ces jeunes, par dizaines de milliers, à peine sortis de l'école, et trop souvent sans formation réelle, n'aient d'autre choix que les bureaux de l'A. N. P. E. !

Alors que l'avenir de la France dépend de sa capacité à s'adapter aux nouvelles techniques, à développer de nouvelles industries, nous laissons, chaque année, près d'un jeune sur trois entrer dans la vie sans véritable qualification !

M. Georges Mesmin. A qui la faute ! (Très vives protestations sur les bancs des socialistes et des communistes.)

Plusieurs députés socialistes. C'est la vôtre ! (Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République.)

M. le Premier ministre. Honorable parlementaire, je ne voulais pas répondre, car la réponse allait de soi.

D'ailleurs, vous l'avez entendue ! (Protestations sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

Mesdames, messieurs les députés, la collectivité nationale a le devoir de prendre en charge les jeunes jusqu'à leur majorité.

Il faut que jusqu'à dix-huit ans tous les jeunes puissent bénéficier de la part de l'Etat, des collectivités régionales et locales, des entreprises, d'une formation qui leur donne une qualification. (Applaudissements sur plusieurs bancs des socialistes.)

Nous allons compléter et rééquilibrer la carte scolaire pour que, partout, ceux qui peuvent suivre l'enseignement des lycées d'enseignement général et des lycées d'enseignement professionnel trouvent place dans ces établissements.

A côté du service public de l'éducation, et en étroite liaison avec lui, il nous faut inventer des formules neuves, décentralisées, adaptées aux besoins locaux. Les communes, les régions, les entreprises, les chambres de métiers seront invitées à développer des centres d'enseignement professionnel combinant la formation sur le tas et la formation théorique.

C'est dans cet esprit qu'au terme du service national nous proposerons aux jeunes de soucrire un contrat pour effectuer des tâches répondant à des besoins sociaux actuellement insatisfaits.

Ce contrat de « jeune volontaire », de six mois ou d'un an, les mettra au contact de professionnels susceptibles de leur apporter une formation.

En France, les secteurs d'activités où un tel volontariat pourrait trouver à s'employer ne manquent pas : mise en valeur de notre massif forestier à un moment où l'évolution du coût des énergies le rend particulièrement précieux ; protection civile et lutte contre les incendies.

M. Jacques Baumel. Ce sont les chantiers de jeunesse !

M. Robert-André Vivien. Maréchal, nous voilà ! (Exclamations sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. Arthur Notebart. Les vieux souvenirs vous reviennent !

M. Pierre Guidoni. M. Vivien n'en rate pas une !

M. le Premier ministre. Monsieur Vivien, je ne veux pas vous répondre.

M. Robert-André Vivien. J'ai appartenu aux F. F. I.

M. le président. Du calme, mes chers collègues !

M. le Premier ministre. Je voudrais simplement vous dire...

M. Robert-André Vivien. Ah ! vous me répondez tout de même !

M. le Premier ministre. ... que dans les heures sombres où le destin du pays a roulé vers le gouffre, vous connaissez ceux qui se sont rassemblés pour qu'un jour la France retrouve la dignité et la liberté.

M. Robert-André Vivien. Les gaullistes ! (Exclamations sur les bancs des socialistes.)

M. Savary, lui, était avec nous.

M. le Premier ministre. Mais je sais trop, monsieur Vivien, qu'il y avait de la part d'une grande bourgeoisie et de ceux qui défendent les plus grands intérêts une volonté de suivre le gouvernement de Vichy pour prendre leur revanche sur le gouvernement populaire de 1936. (Vifs applaudissements prolongés sur les bancs des socialistes et des communistes.)

De nombreux députés du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française. Marchais ! Marchais ! Marchais !

(Mme de Hauteclocque et M. de Benouville sortent de l'hémicycle. — Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République.)

M. Robert-André Vivien. Deux anciens de la France libre quittent la salle.

M. Daniel Benoist. Agitateur !

Mme Nelly Commergnat. Dehors !

M. Roger Corrèze. Eux n'ont pas la francisque.

M. le Premier ministre. Monsieur Vivien, c'est vous qui m'avez provoqué et qui avez émis une observation injuste et irrecevable pour un Premier ministre et son Gouvernement. Telle est la vérité ! (Vifs applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes. — Interruptions sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française. — Bruit prolongé.)

M. Gérard Chasseguet. Vos propos ne sont pas dignes d'un Premier ministre.

M. Robert Aumont. Monsieur Vivien profère des insultes !

M. Roger Corrèze. Qui donc porte la francisque ? (Protestations sur les bancs des socialistes.)

M. Robert Aumont. Je ne l'ai pas eue.

M. Pierre Mauger. On sait qui la porte.

M. Robert Aumont. Regardez derrière vous !

M. Pierre Mauger. Et vous, regardez au-dessus de vous !

M. le Premier ministre. Mesdames, messieurs les députés, je rappelais qu'en France les secteurs d'activité où un tel volontariat pourrait trouver à s'employer ne manquent pas. Je citais notre massif forestier, la protection civile et la lutte contre l'incendie, la sauvegarde des parcs régionaux et nationaux et la lutte contre les pollutions, la participation à l'animation des communes les plus petites. Sur ses 36 000 communes, la France compte des milliers et des milliers de localités de moins de cinq cents habitants qui pourront ainsi être aidées. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

A l'extérieur, la coopération ne doit plus être le domaine réservé de catégories sociales déjà privilégiées. (Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

Dans le tiers monde, notamment, nombre de jeunes ouvriers ou d'agriculteurs français pourraient rendre des services exceptionnels tout en vivant une expérience humaine particulièrement enrichissante.

Par ces contrats, la collectivité répondra au désir des jeunes qui souhaitent s'évader, vivre une vie différente avant d'entamer une carrière professionnelle plus classique. Elle leur donnera aussi un complément de formation qui les préparera à prendre des emplois, notamment au service de l'Etat et des collectivités locales.

Nous ne vaincrons le chômage qu'au prix d'un immense effort d'adaptation, d'enrichissement, d'ouverture à tous de la formation professionnelle initiale et continue. Cet effort est particulièrement nécessaire pour les femmes, dont le niveau de qualification est trop souvent un obstacle à l'accès à l'emploi.

Il est nécessaire aussi pour tous ceux qui ont du mal à trouver un emploi après une longue période de chômage.

Il est nécessaire enfin pour tous ceux qui doivent s'adapter aux technologies nouvelles.

Les programmes de formation professionnelle seront donc développés, le service public de formation et d'orientation réformé et renouvelé, et les entreprises invitées à intensifier leurs efforts dans le cadre des obligations légales et, lorsqu'elles le peuvent, au-delà.

Mesdames, messieurs les députés, chacun comprend que ces mesures ne prendront toute leur efficacité que si leur mise en œuvre est prise en charge par les partenaires sociaux, en premier lieu, par les syndicalistes.

Il s'agit là d'un nouveau rapport entre l'homme et le travail.

Dans les négociations, les partenaires sociaux doivent prendre en compte le fait que les hommes ne pourront travailler moins que si les machines travaillent davantage. Seuls les gains de productivité permettront de financer l'embauche supplémentaire.

Les salariés permettront le succès de cette politique en acceptant de privilégier la réduction de la durée du travail par rapport à la revendication d'une hausse de pouvoir d'achat.

Les entrepreneurs doivent se prêter à cette mutation sociale et technique.

L'Etat, quant à lui, va montrer l'exemple en accompagnant la réduction de la durée de travail d'un allongement des horaires d'ouverture et de fonctionnement des services ouverts au public.

Les collectivités locales sont invitées à agir de même.

Pourtant, les mesures que je viens de détailler ne suffiront pas en elles-mêmes à éponger un déficit d'emplois qui résulte de la situation démographique particulière de la France.

Il nous faut donc prendre, pour une période transitoire, des décisions audacieuses qui nous permettent d'obtenir des résultats rapides.

A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles et financement exceptionnel.

C'est pourquoi le Gouvernement a décidé de proposer des « contrats de solidarité-emploi » aux employeurs disposés à accomplir un effort particulier pour créer des emplois.

Ces contrats seront de plusieurs types. Par exemple :

Un contrat de solidarité-emploi pour une aide temporaire à une entreprise qui procède à une très forte baisse de la durée du travail pour créer des emplois ; pour la mise en œuvre de la préretraite des cinquante-cinq ans, pour les salariés des entreprises qui recrutent des jeunes pour remplacer les anciens.

Un contrat de solidarité-emploi avec l'autorisation donnée à des collectivités locales ou à des entreprises d'embaucher de jeunes chômeurs sans que ceux-ci, pendant un temps limité, ne perdent leurs allocations de chômage.

Un contrat de solidarité-emploi par une aide exceptionnelle apportée au développement d'activités nouvelles exigeant des embauches.

Un complément de rémunérations accordé à des travailleurs qui choisissent le mi-temps, à condition que de nouvelles embauches en résultent, avec un contrat de solidarité-emploi.

Ce sont là des exemples. L'appel à l'imagination et à la solidarité fera le reste.

Elus locaux, chefs d'entreprises, syndicalistes, fonctionnaires, tous doivent pouvoir se réunir, chercher ensemble des solutions pour sauver les entreprises en difficultés et préparer des contrats de solidarité-emploi.

Le contrat de solidarité-emploi, c'est le moyen pour une entreprise, pour une commune, pour un bassin d'emplois, pour une branche professionnelle qui consentent un effort exceptionnel de recrutement de bénéficier de toutes les mesures annoncées par le Gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

Il faut qu'ils s'organisent en comités locaux de l'emploi. Chaque fois qu'une telle initiative sera prise, l'Etat apportera son concours.

Une commission nationale composée d'élus, parlementaires en mission — ce sera nouveau — de partenaires sociaux et de représentants de l'administration constituera le comité permanent de guerre contre le chômage.

M. Jacques Toubon. Un comité Théodule !

M. le Premier ministre. Elle sera installée auprès du Premier ministre dans moins d'un mois, en liaison étroite avec le ministre du travail et le ministre de l'économie et des finances.

M. Philippe Séguin. On est sauvés !

M. le Premier ministre. Chacun doit consentir cet effort de solidarité. Deux millions de chômeurs, c'est beaucoup. Mais par rapport au nombre des entreprises existant dans ce pays, ce peut être peu si chacune accepte de consentir un effort en embauchant un chômeur.

Des résultats significatifs sont à notre portée dès lors que, tous ensemble, nous acceptons de relever le défi.

Force est de constater que les financements divers destinés à favoriser l'embauche n'ont pas toujours un effet mécanique immédiat. A quoi sert d'aider une entreprise qui aurait recruté en toute hypothèse ? Pourquoi faciliter des départs en retraite si cette aide n'aboutit qu'à une compression de personnel et à des suppressions de postes ?

Les aides en faveur de l'emploi illustrent, elles aussi, le fantasme gaspillage occasionné par la centralisation excessive de notre pays. Pour nous battre efficacement contre le chômage, nous devons le débusquer là où il est, nous devons nous adapter à la diversité des réalités locales, en décentralisant au maximum nos moyens d'action. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

Le financement de l'ensemble des mesures que je viens d'annoncer est intégralement prévu à l'intérieur des plafonds de dépenses arrêtés dans le projet de budget pour 1982.

M. Edmond Alphandery. Nous ne le connaissons pas !

M. le Premier ministre. En outre, si le résultat que nous en attendons en termes d'emploi est atteint, notre action contribuera, en 1982, au redressement de la situation des finances publiques et du budget social de la nation.

M. Pierre Mauger. Aïe, aïe, aïe !

M. le Premier ministre. Voilà, mesdames, messieurs, comment le Gouvernement entend remettre la France tout entière au travail. Ces mesures traduisent clairement la volonté qui nous anime. Nous les mettons en œuvre avec tout le dynamisme nécessaire.

Elles exigent d'être relayées, d'être accompagnées par un effort de tout le pays. Lutter contre le chômage doit être l'objectif premier des syndicalistes lorsqu'ils négocient, des patrons lorsqu'ils investissent, des élus lorsqu'ils gèrent leur collectivité.

Je sais que nous serons entendus et je remercie tous ceux qui vont se mobiliser pour notre avenir commun.

Certes, mesdames, messieurs, des docteurs de la loi viennent nous donner des leçons au nom de lois économiques prétendument intangibles. Je les entends comme vous ; à les croire, le Gouvernement n'aurait comme unique perspective que d'imiter ses prédécesseurs.

Mais qu'avez-vous réalisé, vous qui prétendez aujourd'hui nous censurer ?

Vous annoncez pour 1981 une croissance de 1,6 p. 100. Elle sera en réalité de 0,5 p. 100.

Vous annoncez un déficit de 30 milliards de francs. Il s'élèvera en réalité à 57 milliards.

M. Yves Larcien. Vous faites mieux ?

M. le Premier ministre. Vous annoncez une hausse des prix de 10 p. 100. Elle atteindra en réalité 13,5 p. 100. (*Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. Pascal Clément. Nous verrons de combien elle sera !

M. Arthur Notebart. Un peu de pudeur !

M. Edmond Alphandery. Un peu de modestie !

M. le Premier ministre. Il existe à nos portes un pays dont le taux de croissance est, avec le Japon, le plus élevé de l'O.C.D.E. ; un pays dont le revenu par tête dépasse celui de la moyenne des pays de la Communauté économique européenne ; un pays dont le taux de chômage est le plus bas d'Europe, où l'inflation est faible, la monnaie forte.

M. Paul Pernin. La Suisse ?

M. le Premier ministre. Et pourtant, les règles intangibles que certains brandissent contre nous n'y sont pas respectées : le budget et le commerce extérieur sont en déficit constant, il n'y a pas de banques privées, le secteur public est plus étendu qu'en Yougoslavie, certains prix sont bloqués, l'intervention de l'Etat est considérable.

Ce pays, c'est l'Autriche ! (*Applaudissements sur les bancs des socialistes. — Rires et exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. Robert-André Vivien. Nous avons deviné !

Un député du rassemblement pour la République. Et la Suède ?

M. Jacques Fouchier. Quelle ambition !

M. Jacques Toubon. En effet, quelle ambition fantastique !

M. le Premier ministre. Deux fois détruite par la crise, ayant deux fois vu ses structures s'effondrer, minées par le chômage, l'Autriche conduit une politique dont l'objectif prioritaire est de maintenir l'emploi et la croissance.

Mesdames, messieurs les députés, je ne vous propose pas un modèle. (*Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'Union pour la démocratie française.*) Je n'ignore pas que, dans un petit pays, il est plus facile de traiter les problèmes dès qu'ils surgissent. Mais la décentralisation nous permettra d'obtenir une efficacité que je souhaiterais comparable.

Je veux simplement, par cette référence, vous montrer qu'il n'existe pas de tabous et que vous ne devez craindre ni l'audace, ni l'imagination; que l'élément déterminant, y compris dans le domaine économique, c'est l'existence d'une volonté politique, comprise et relayée à tous les niveaux de la société.

Pour sauvegarder notre avenir commun, l'heure est venue d'un sursaut de la communauté nationale.

Je tiens à souligner, mesdames, messieurs les députés de l'opposition, que le moment est particulièrement mal choisi pour déposer une motion de censure. (*Protestations sur les bancs du rassemblement pour la République.*)

M. François Grussenmeyer. Vous en avez déposé des dizaines.

M. le Premier ministre. D'abord parce que l'opposition censure à l'aveuglette: elle a déposé son texte avant même de connaître le contenu des propositions gouvernementales! (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

M. Robert-André Vivien. Il n'y a rien dans votre discours!

M. Robert Aumont. Il n'y a rien dans votre tête!

Plusieurs députés du rassemblement pour la République. Et la déclaration du Gouvernement devait être suivie d'aucun vote!

M. le Premier ministre. Monsieur Vivien, écoutez-moi s'il vous plaît.

Ce moment est ensuite mal choisi parce qu'aucun des chômeurs, en faveur desquels nous mobilisons, n'est dû à la politique de la gauche. Ils sont victimes de votre gestion. (*Applaudissements prolongés sur les bancs des socialistes.*)

La censure que vous brandissez aujourd'hui a déjà été votée il y a trois mois contre vous! (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Le peuple, rassemblé par le suffrage universel, a clairement exprimé qu'il ne vous accordait pas sa confiance pour redresser l'économie du pays.

Au moment où nous sommes contraints de prendre des mesures exceptionnelles pour réparer vos erreurs, c'est avec étonnement que je vous vois tenter de tourner vers nous les projecteurs de l'actualité. (*Rires sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'Union pour la démocratie française.*)

J'aurais pensé que vous cherchiez plutôt à vous faire discrets. (*Mêmes mouvements.*) Mais croyez bien que je ne me déroberai pas au débat, d'autant que je vous l'avais, moi-même, proposé en annonçant, il y a plusieurs semaines, avant même le dépôt de votre motion de censure, cette déclaration gouvernementale. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

M. Philippe Séguin. Sans vote!

M. le Premier ministre. Mais au fond, ce vote de censure correspond à un choix de société:...

M. Gabriel Kaspereit. Exactement!

M. le Premier ministre. ...d'un côté, ceux qui renoncent et acceptent le déclin...

M. Philippe Séguin et M. Yves Lancien. Le déclin, c'est vous.

M. le Premier ministre. ... de l'autre, tous ceux qui, avec nous, veulent rendre son dynamisme à la France, veulent lui ouvrir les perspectives du socialisme dans la liberté. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

La crise ne se résoudra pas d'elle-même.

M. François Grussenmeyer. C'est certain!

M. le Premier ministre. Elle ne sera surmontée qu'au prix d'une formidable adaptation industrielle et d'une mutation sociale. Il revient aux héritiers des premiers prolétaires (*Murmures sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'Union pour la démocratie française.*), jetés au pied des machines à vapeur, de réussir l'émancipation que permet la nouvelle révolution technologique.

M. Jean-Louis Goessdoff. Vous n'êtes pas les seuls. Il y en a eu d'autres!

M. Arthur Notebart. Ça vous gêne?

M. le Premier ministre. La France peut ouvrir la route. Nous le lui devons. C'est pourquoi nous sommes déterminés à conduire le changement tel qu'il a été annoncé par le Président de la République, voulu par le peuple et légalisé par votre assemblée. (*Mmes et MM. les députés socialistes se lèvent et applaudissent longuement. — Applaudissements prolongés sur les bancs des communistes dont plusieurs membres se sont levés.*)

M. le président. Acte est donné de la déclaration du Gouvernement.

— 2 —

DISCUSSION DE LA MOTION DE CENSURE

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Labbé et déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Labbé et cinquante-huit membres de l'Assemblée (1).

Le texte de cette motion de censure a été communiqué à l'Assemblée dans sa séance du mardi 8 septembre 1981.

Je rappelle les termes de cette motion de censure:

« L'Assemblée nationale en application de l'article 49 de la Constitution et des articles 153, 154, 155 et 156 de son règlement,

« Considérant qu'en dépit de l'attente des Français, malgré la détérioration accélérée de la situation économique et sociale du pays et contrairement à la péremptoire affirmation de principe démenties par les faits, le Gouvernement n'a pas orienté son action dans le sens de la priorité à reconnaître à la lutte contre le chômage et l'inflation;

« Considérant que des références constantes à l'héritage de la gestion passée ne sauraient masquer plus longtemps l'absence de tout programme cohérent et crédible en la matière;

« Considérant qu'au surplus diverses initiatives récentes, loin de répondre aux nécessités de l'heure, ont contribué à créer un climat d'incertitude, de doute, de renoncement qui hypothèque par avance les chances d'une reprise de l'activité, seule susceptible d'assurer l'équilibre de l'économie française, donc seule garantie du rétablissement de la situation de l'emploi, et de progrès social,

« Censure le Gouvernement. »

Dans la discussion générale, la parole est à M. Labbé, auteur de l'interpellation.

M. Claude Labbé. Monsieur le Premier ministre, j'observe d'abord que vous avez choisi de réserver la primauté de vos propos à des cercles extérieurs au Parlement.

(1) Cette motion est appuyée par les cinquante-neuf signatures suivantes:

MM. Labbé, Kaspereit, Didier Julia, Corréze, Santoni, Perbet, Raynal, de Préaumont, Marcus, Emmanuel Aubert, Krieg, Pinte, Robert Galley, Messmer, Chirac, Frédéric-Dupont, Guichard, Gorse, Lancien, Gascher, Tranchant, Narquin, Vuillaume, Mme Florencé d'Harcourt, MM. Cointat, de Gastines, Falala, Miossec, Cavaille, Manger, Charles, Couve de Murville, Jacques Godfrain, Péricard, Toubon, Goadsduff, Camille Petit, Noir, Mme Missoffe, MM. Séguin, Vallex, Barnier, François Fillon, Debré, Gaston Flosse, Deniau, Tiberi, de Rocca Serra, Nungesser, Robert-André Vivien, Pons, Pierre Bas, Grussenmeyer, de Lipkowski, Sprauer, Durr, Charlé, Murette, René La Comhe.

Comment voulez-vous que nous ne ressentions pas cette attitude comme un certain mépris à l'égard du Parlement et de l'Assemblée nationale (*Rires et protestations sur les bancs des socialistes et des communistes. — Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)...

M. Jean-Pierre Jalligand. Les gaullistes étaient attachés au Parlement ?

M. Claude Labbé. ... dont vous nous dites par ailleurs qu'ils font l'objet de tous vos soins et de toute votre attention ?

M. Alain Hautecœur. Et le vote bloqué, vous l'avez oublié ?

M. le président. Je vous en prie, mes chers collègues, ne vous interpellez pas.

M. Claude Labbé. Je crois que ce débat est retransmis en direct par la télévision. Les orateurs qui doivent intervenir après moi risquent d'être pénalisés si je ne respecte pas mon temps de parole. Et si vous m'interrompez, bien entendu, je n'abrègerai pas mon discours : mais je jouerai tout naturellement les prolongations. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française. — Protestations sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Nul ici ne devrait s'étonner de notre initiative. Vous moins que quiconque, monsieur le Premier ministre, puisque le temps est encore très proche où vos flèches visaient le pouvoir en place. Aujourd'hui, c'est le retour des choses. C'est nous qui tenons l'arc.

« A quoi sert l'opposition ? » nous demande-t-on.

Plusieurs députés socialistes. A rien !

M. Claude Labbé. C'est une question que vous-même ne pouvez pas vous poser. Mais on peut et on doit y répondre au fond par une simple interrogation, qui doit d'ailleurs freiner toutes les attitudes d'intolérance, car c'est ainsi que débutent les choses. (*Exclamations sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Comment se nomme un pays où l'opposition n'existe pas ? La réponse est claire : c'est une dictature. Si vous préférez que je sois moins catégorique, comment s'appelle une société où le contre-pouvoir s'exerce peu ou s'exerce mal ? Ce n'est certainement pas une démocratie véritable. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République.*)

M. André Delehedde. Vous êtes là !

M. Claude Labbé. Encore faut-il que cette opposition soit responsable.

M. Raymond Forni. L'est-elle ?

M. Alain Bonnet et M. Laurent Cathala. C'est nécessaire !

M. Claude Labbé. Celle que nous formons ambitionne de l'être pleinement, d'en assumer tous les devoirs et, s'il le faut, d'en exiger tous les droits.

Vous le voyez, je n'hésite pas à parler au nom de l'opposition tout entière. (*Rires sur les bancs des socialistes.*)

M. Alain Hautecœur. Ce n'est pas vrai ?

M. Claude Labbé. Je le fais avec une tranquille assurance et une conviction profonde. Ceux qui imaginent nous voir jouer cavalier seul, spéculant sur nos divisions, doivent abandonner définitivement cette espérance. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et sur plusieurs bancs de l'union pour la démocratie française.*) Notre motion de censure n'a qu'une cible.

M. Alain Hautecœur. L'U. D. F. !

M. Claude Labbé. Il est clair qu'elle ne vise que vous, monsieur le Premier ministre, et qu'elle rassemble, sans équivoque, tous ceux qui contestent votre politique.

Un député socialiste. Ils sont peu nombreux !

M. Claude Labbé. Dans une société démocratique les élections déterminent les choix, et la minorité, bien évidemment, doit les reconnaître et les admettre dans leur réalité.

M. Robert Aumont et M. Alain Bennef. Ce n'est pas le cas !

M. Claude Labbé. Elle ne s'incline cependant que devant le résultat chiffré sans pour autant admettre une fatalité qui pourrait la conduire — mais n'y comptez pas — à un attentisme ou à un effacement même très provisoires.

Ceux des Françaises et des Français qui ne se sentent plus représentés par la majorité actuelle ont le droit d'exiger de l'opposition nouvelle qu'elle soit leur présence et leur voix. Nous répondons ainsi à cette partie de la population qui n'a jamais éprouvé l'état de grâce mais qui a subi l'état de choc. Tous ceux également qui, vous ayant fait confiance, ressentent déjà l'amertume d'une certaine imposture à leur égard. (*Exclamations sur les bancs des socialistes et des communistes. — Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. Pierre Forgues. L'imposture, c'est vous !

M. Claude Labbé. En dépit de nos avertissements, de nombreux Français, croyant lire entre les lignes ou comprendre à demi-mot dans le flou de vos déclarations, imaginaient une toute autre démarche.

Ils vous voient à présent plus rouges que roses, prisonniers d'une alliance avec le parti communiste (*Rires sur les bancs des socialistes*), imprégnés de marxisme (*mêmes mouvements*) et bien éloignés de cette démocratie éclairée qu'ils attendaient.

M. Philippe Marchand et M. Pierre Forgues. C'est du roman.

M. Claude Labbé. Notre volonté s'affirme d'autant plus que les représentants de cette nouvelle majorité, à commencer par le Président de la République lui-même, ont commis l'erreur grave de vouloir peindre la République à leur couleur.

Eh bien, mesdames, messieurs, je reconnais — et là doivent se situer les limites de l'alternance — un gouvernement et une majorité parlementaire qui tentent d'appliquer un programme politique sur lequel ils se sont fait élire sans pour autant prétendre qu'ils sont à eux seuls la nation. Mais au-dessus, il y a la France de toujours qui ne saurait supporter une étiquette.

M. Pierre Forgues. La vôtre !

M. Claude Labbé. Je ne connais pas la « France socialiste ». (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. Dominique Dupilet. Cela viendra !

M. André Delehedde. Mais il y a eu l'Etat U. D. F. !

M. Pierre Forgues. Et le suffrage universel ?

M. Claude Labbé. J'ajoute que j'éprouvais, il y a quelques instants, une certaine gêne lorsque vous nous avez proposé comme modèle, monsieur le Premier ministre, l'Autriche neutraliste en la comparant à la France, l'Autriche neutraliste dont la place dans le monde est nulle. (*Protestations sur les bancs des socialistes.*)

M. Jean-Claude Cassaing. On lui dira !

M. Jean Oehler. Merci pour elle !

M. Claude Labbé. Pourquoi ne pas choisir la Suisse ou le Liechtenstein, monsieur Mauroy ? (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République.*)

Vos comparaisons ne sont pas dignes d'un Premier ministre de la France ! (*Applaudissements sur les mêmes bancs. — Protestation sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Mais le sens de notre motion de censure n'a pas dû vous échapper !

M. Pierre Forgues. Elle n'en a aucun !

M. Claude Labbé. Nous entendons engager, dès à présent, le libre et ferme processus d'une reconquête du pouvoir. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République.*)

Plusieurs députés socialistes. Bon courage !

M. Arthur Notebart. Il vous faudra de la patience !

M. André Soury. Vous y étiez depuis vingt-trois ans !

M. Claude Labbé. Reste son opportunité. Voici que plus de cent jours se sont écoulés depuis votre arrivée à Matignon, monsieur le Premier ministre. Ce délai n'est-il pas trop court pour nous autoriser à porter sur votre action un jugement total ? Vous avez à cet égard — et vous en tirez argument — largement évoqué, décidé et agi pendant cette période. Assez pour révéler vos orientations, vos choix, certains projets, votre style et quelques-unes de vos arrière-pensées. Devons-nous instruire votre procès ?

M. Didier Chouat. Celui du S. A. C. !

M. Claude Labbé. Manifestement, le stade du procès d'intention est dépassé !

Mais notre choix aujourd'hui s'est porté sur un seul aspect, mais un aspect majeur, de votre action, ce qui nous paraît être le domaine le plus essentiel et le plus urgent de votre responsabilité. Il s'agit d'arrêter puis de faire régresser cette dégradation mortelle qui frappe la France au travers de deux maux étroitement liés : l'inflation et le chômage.

M. André Soury. Tout ça, c'est vous !

M. Claude Labbé. Vous avez beaucoup parlé de ces sujets, depuis plus de cent jours, après vous en être abondamment servi au cours de deux campagnes successives. Vous avez employé des expressions imagées, en expliquant que vous alliez « retrouver vos manches », que vous alliez « tordre le cou au chômage » — j'en passe —, mais vous n'avez strictement rien fait qui puisse être crédible, efficace et réaliste, et ce n'est pas votre discours d'aujourd'hui qui peut nous convaincre du contraire. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et sur plusieurs bancs de la démocratie française.*)

M. André Soury. Quant au vôtre !

M. Claude Labbé. Je lisais, hier encore — j'ai de bonnes références — une affiche du parti communiste ainsi rédigée : « Le changement, c'est la priorité à l'emploi. »

Où est le changement, puisqu'il n'existe aucune priorité à l'emploi...

Mme Muguette Jacquaint. Mais que vient-on de vous dire ?

M. Jean-Pierre Balligand. Vous aviez des boules Quies ?

M. Alain Bonnet. Vous êtes sourd !

M. Claude Labbé. ... sinon, dans cette priorité que vous découvrez aujourd'hui, après cent jours, cette priorité qui, pour l'instant, n'est que celle du verbe. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.* — *Exclamations sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Si nous contribuons aujourd'hui à faire sortir du néant l'esquisse de certaines solutions, à donner une existence, une consistance, à quelque projet que ce soit, vous devriez très sportivement, monsieur le Premier ministre, nous en remercier.

M. Robert Aumont. Nous ne vous avons pas attendus !

M. Claude Labbé. Vous agissez, en effet, avec une déconcertante légèreté (*murmures sur les bancs des socialistes et des communistes*) à l'égard de ceux qui sont le plus tournés vers vous et qui, sans espérer de miracle, pensaient vous voir commencer, même timidement, à faire reculer le mal qui les frappe en tout premier lieu.

Il y a donc un réel divorce entre vos promesses électorales, votre programme et votre action présente. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. Robert Aumont. Vous n'êtes plus aux commandes !

M. Claude Labbé. Cela, je le reconnais bien volontiers, ne provient sans doute pas d'une absence de volonté de votre part, mais d'une erreur d'analyse et de l'incapacité de sortir des sentiers d'un socialisme attardé...

M. Jacques Toubon. Très bien !

M. Claude Labbé. ... où votre char s'est déjà embourbé ! (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*) Est-il trop tôt, est-il trop tard, pour rechercher parmi bien d'autres explications les réactions de l'opinion publique face aux difficultés économiques et sociales, qui furent sans doute déterminantes dans les votes de mai et de juin 1981 ?

Les Français ont pu croire que l'ancienne majorité n'avait plus ni la capacité, ni la volonté, de s'attaquer à la « crise ».

M. Didier Chouat et M. Pierre Forgues. Ils en étaient sûrs !

M. Claude Labbé. Ils vous ont crédité de recettes miracles pour redresser la situation de l'emploi et arrêter la hausse des prix.

Toutes les enquêtes d'opinion étaient, avant l'été, concourantes sur ce point. Après plus de cent jours, où sont vos « recettes miracles » ? Existaient-elles vraiment ? A-t-on eu raison de faire confiance aux sociologues pour résoudre les vrais problèmes de la vie quotidienne ?

M. Robert Aumont. Oui !

M. Claude Labbé. C'est le début des illusions.

M. Robert Aumont. Non !

M. Claude Labbé. Est-ce la fin des illusions ? Les indicateurs de tendance font état de chutes de popularité, qui montrent bien à quel point le doute s'insinue dans les esprits...

Un député socialiste. Vous ne croyez pas au changement.

M. Claude Labbé. ... même dans les esprits les plus ouverts au langage que vous teniez au temps de la récolte des voix.

Nous serions mal venus certes d'ignorer les contraintes fortes, tant internes qu'externes, qui pèsent sur l'économie française. Le deuxième choc pétrolier a entraîné une récession mondiale qui nous frappe depuis le deuxième semestre de 1980. Raison de plus pour faire preuve d'imagination et pour rechercher avec vigueur ces solutions qui ne dépendent que de nous. Mais l'imagination n'est vraiment pas au pouvoir dès qu'il s'agit des vrais problèmes. En revanche, une débauche de projets dont l'urgence et l'intérêt se révèlent très discutables, ont envahi les ministères et l'ordre du jour du Parlement. Avec quelle précipitation, au-delà d'une amnistie classique, a-t-on ouvert les portes des prisons, quand la délinquance et la criminalité ne cessent de progresser...

M. Alain Vivien. Vous voulez parler de Debizet ?

M. Claude Labbé. ... supprimé la Cour de sûreté de l'Etat au moment où la France déstabilisée peut devenir la plaque tournante du terrorisme mondial (*Exclamations et rires sur les bancs des socialistes et des communistes*), engagé une décentralisation dont les aspects politiques menacent notre unité et vont plus créer la confusion qu'un nouveau dynamisme. Les Français constatent qu'il s'agit là, à n'en pas douter, d'un nuage de fumée destiné à cacher les vrais problèmes en les noyant dans un ensemble de réformes idéologiques. Ce qui nous paraît plus inquiétant encore c'est que votre inaction s'accompagne de nombreuses mesures prises depuis le mois de juin, qui, loin de contribuer à diminuer le chômage et l'inflation, ne font et ne feront que les aggraver.

C'est le cas pour l'inflation. Votre laxisme budgétaire entraînera, l'an prochain, un déficit de près de 100 milliards de francs, peut-être beaucoup plus, avec une croissance des dépenses budgétaires supérieure à 20 p. 100.

Où sont nos exigences, où sont les mesures que nous demandions pour réduire le train de vie de l'Etat alors que vous ne trouvez rien de mieux que d'embaucher de nouveaux fonctionnaires ?

Vos méthodes de financement du déficit par le jeu de l'émission de bons du Trésor en comptes courants créent un endettement croissant du Trésor envers le système bancaire. La création monétaire qui en résulte, et que ne doit pas faire oublier le placement de l'emprunt d'Etat à 16,75 p. 100, est préoccupante. Ces éléments ne peuvent que précipiter la hausse des prix dans une inflation qui progresse avec certitude vers le taux de 20 p. 100.

M. Alain Hautecœur. Que proposez-vous ?

M. Claude Labbé. C'est le cas pour le chômage, comme si ce phénomène vous semblait distinct de la nécessité d'agir sur l'emploi. Et j'ai observé que vous n'avez pratiquement pas parlé de l'emploi. (*Exclamations et rires sur les bancs des socialistes.*)

M. Yves Dollé. Vous n'étiez pas là ?

M. Jacques Toubon. M. Labbé à raison.

M. Claude Labbé. Tout est mis en œuvre pour freiner l'embauche avec une déroutante inconscience. On assiste à l'étrangement financier des entreprises du fait de l'envol du coût du crédit et de ses incidences sur la trésorerie et sur les investissements. Vous prétendez avoir agi dans ce domaine comme si le taux des crédits bancaires avait diminué au début du mois de septembre pour la seule raison que le ministre de l'économie avait menacé de ses foudres les banques pratiquant des conditions considérées comme abusives. La réalité est toute différente.

En effet, le Gouvernement a suscité le 3 septembre une décision du conseil national du crédit qui, en diminuant le prix de revient de l'argent à court terme pour les banques, leur a permis par simple effet mécanique de réduire le taux des crédits consentis à leur clientèle, notamment aux entreprises.

L'important est de savoir que cette diminution du prix de revient de l'argent s'est opérée au détriment de ceux qui déposent leur argent à terme dans les banques...

M. Robert-André Vivien. C'est vrai !

M. Claude Labbé. ... et, plus précisément, au détriment exclusif des moins favorisés d'entre eux...

M. Edmond Alphandery. Ce sont les petits épargnants qui vont payer.

M. Claude Labbé. ... qu'il s'agisse des petites entreprises ou des particuliers. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)*

On annonce des impôts nouveaux qui pénalisent les pauvres et décourageront l'initiative. Finalement, toutes les mesures que vous proposez — certaines d'ailleurs ne sont pas nouvelles et nous paraissent acceptables — reposent simplement sur un nouvel appel à l'impôt.

Nous proposons d'alléger une fiscalité déjà excessive et complexe. Vous la rendez insupportable et absurde.

M. Michel Sapin. Pour les gros !

M. Claude Labbé. A trop charger la barque elle coulera, à moins que vous ne provoquiez une véritable « révolte » fiscale comme la France en a déjà connu.

Vous avez cité l'Autriche mais vous n'avez pas évoqué la Norvège dont les habitants viennent de rejeter les travaillistes dans l'opposition. Le Monde écrit à ce sujet : « En fait, les électeurs se sont prononcés dans leur majorité contre la politique fiscale des travaillistes. Ils souhaitent — quelle découverte ! — un allègement des charges des individus et des entreprises. » *(Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)*

Vous faites reposer vos projets sur certaines conceptions simplistes et malsaines qui ne manqueront pas de dresser les Français les uns contre les autres. Nous connaissons ce procédé et nous connaissons ce processus. Il faut d'abord faire payer les riches mais cela n'enrichit jamais les pauvres. Nous savons aussi que dès que l'on commence à augmenter la pression fiscale en agissant sur les plus fortes tranches du barème, c'est le montant de la charge imposée à l'ensemble des contribuables qui finit par s'accroître. Comment, de surcroît, vous croire encore lorsque vous rendez définitif un impôt que vous avez voulu exceptionnel l'an dernier ? Les cadres, les animateurs d'entreprise, les dirigeants sont-ils des « capitalistes » qui doivent être, en permanence, pénalisés de cette manière en raison de leur dynamisme ?

L'impôt sur le capital, qui ne saurait être retenu qu'à titre exceptionnel dans un pays qui possède déjà un large éventail de taxes sur la fortune connue — impôt foncier, plus-values, droits de succession — va frapper aussi l'outil de travail alors que vous promettez solennellement de ne pas y toucher. Les « sages » qui s'étaient penchés sur ce projet estimaient qu'il ne se concevait qu'en levant l'anonymat des différentes valeurs détenues. Que s'est-il passé pour qu'on y renonce, créant une situation d'un stupéfiant illogisme et démontrant ainsi les limites et le caractère abusif de cette mesure ?

Vous comptez faire appel à la « solidarité » en faveur des chômeurs par la voie de la fiscalité la plus classique et la plus détestable : les recettes affectées. Le souvenir de M. Ramadier

et de sa vignette vous a sans doute inspirés. C'est déjà l'aveu d'un échec et la reconnaissance de votre impuissance à briser le cercle vicieux qui provoque la montée constante du nombre des demandeurs d'emploi. Qu'importe ! Vous indemnisez les inactifs avec l'argent des actifs. N'est-ce pas là un génial transfert social ? Vous attendez sans doute dans l'immobilisme les effets de la courbe démographique dont vous vous êtes tant gaussés lorsqu'on l'évoquait sans doute imprudemment hier. Vous attendez des événements qu'ils suscitent miraculeusement leur propre solution.

Vous comptez sur les nationalisations qui représentent peut-être le plus bel exemple de poudre jetée aux yeux des Français. Que peut-on en attendre, en 1981, dans le cadre du défi industriel mondial dont dépend notre nouvelle croissance ou notre prochaine faillite ? La France a voulu, dans l'esprit de la Constitution de 1958, un Etat fort qui dispose de tous les moyens d'imposer ses choix. A cet égard, il est inutile de nationaliser pour imposer une politique industrielle volontariste et forte.

M. Pierre Weisenhorn. C'est sûr !

M. Claude Labbé. Les groupes touchés par le projet, répondant aux exigences du marché, se sont ouverts et étendus à l'étranger. La part française nationalisable ne représente plus dès lors qu'une faible proportion de l'ensemble, 15 p. 100 dans certains cas. Peut-on croire qu'il est possible aujourd'hui de mener une politique industrielle limitée à l'hexagone français ?

M. Xavier Deniau et M. Jacques Toubon. Très bien !

M. Claude Labbé. Pourquoi la nationalisation créerait-elle des emplois alors qu'elle va rendre les structures plus rigides et les entreprises moins adaptées à la compétition internationale ? Et s'il s'agit de fonctionnariser pour assurer une illusoire « sécurité de l'emploi », n'est-ce pas enlever aux carrières privées, dans le cadre du pluralisme indispensable de notre économie, ce qui les fait rechercher par les plus audacieux et les plus inventifs ? On le voit déjà par la « fuite des cerveaux » vers les Etats-Unis et le Canada.

M. Arthur Notebart. Elle a commencé voilà longtemps !

M. Claude Labbé. Vous auriez pu laisser peser la menace de la nationalisation sur les groupes les moins résolus à participer à notre réussite industrielle et sociale. Vous visiez les entreprises qui contribuent le plus à sa prospérité. S'ajoute à tout cela un climat général de suspicion à l'égard des dirigeants alternativement tonfondus dans un même mépris et sollicités, avec vigueur, de contribuer au redressement.

Les gaullistes ne peuvent être suspectés de s'être opposés à l'extension des droits et des libertés du personnel dans les entreprises. Mais nous ne pouvons que condamner ce pouvoir syndical irresponsable. *(Protestations sur les bancs des socialistes et des communistes.)* Je vous ai entendu tout à l'heure, monsieur le Premier ministre, reconnaître ce fait mais serez-vous assez fort pour maintenir vos intentions face à ceux qui exigent la possibilité d'un veto bloquant des décisions qui ne sauraient émaner que du dirigeant de l'entreprise et de lui seul, faute de quoi — vous l'avez dit — il n'y aura plus d'entreprise ? *(Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)*

Votre politique économique, dans ses divers aspects, s'oppose à toutes les tendances modernes et à l'évolution des principales nations occidentales. La France va donc jouer à rebours en ignorant la règle du jeu suivie par les autres. Car il ne s'agit pas d'une tendance semblable à celle qui existe, par exemple, en République fédérale d'Allemagne et qui, elle, n'ignore pas la réalité de l'économie de marché tout en se réclamant de la social-démocratie.

Je pourrais me contenter d'une analyse sévère de votre action. C'est ainsi que vous conceviez le plus souvent votre rôle d'opposants. Mais nous entendons ne jamais critiquer sans proposer d'autres solutions, sans offrir une autre politique.

M. Alain Hautecœur. On a vu ce que cela a donné !

M. Claude Labbé. Dans cet esprit, je me limiterai aujourd'hui à quelques idées simples mais dont le rappel s'impose.

Le seul moyen de lutter avec efficacité contre le chômage consiste à susciter des conditions favorables à la création d'emplois par la reprise de l'activité économique et la relance de la croissance.

M. Jean-Michel Boucheron (Charente). Que ne l'avez-vous fait !

M. Alain Hautecœur. Copieur !

M. Claude Labbé. Mais la croissance ne se décroîte pas. Elle ne peut résulter du seul effort à l'intérieur de notre hexagone. Elle dépend pour beaucoup de l'environnement international.

M. Alain Hautecœur. Voilà qui est original !

M. Claude Labbé. Elle ne peut, selon nous, être sérieusement envisagée que dans le cadre d'une nouvelle coopération entre les pays industriels consommateurs d'énergie, les pays producteurs de pétrole et les pays en voie de développement. Cette proposition d'une alliance pour le développement et d'une réforme monétaire internationale qui redonne à l'or un rôle central constitue un objectif dont nous maintenons l'absolue nécessité.

Quelles que soient les contraintes extérieures, leur nature et leur dimension, notre marge de manœuvre nationale subsiste. Dans le cadre d'une politique volontariste, il y a place pour une nouvelle croissance dont le préalable et l'impérieuse nécessité est le retour à la confiance. Sans l'initiative, la responsabilité et la liberté de tous ses agents — chefs d'entreprise, cadres, personnels de tous niveaux — aucun progrès ne peut être espéré dans notre économie. Pour qu'il en soit ainsi, l'emprise de l'Etat qui doit se réserver un rôle d'orientation et d'incitation ne saurait être accrue, mais diminuée. La confiance naît d'un certain climat et vous ne suscitez que la défiance. Rien n'est possible sans cette exigence, vérifiable et sans doute seule clé de la réussite. Mais vous ne la détenez pas.

M. Alain Hautecœur. Et Margaret Thatcher ?

M. François Grussenmeyer. Demandez à Mitterrand, il vient de la voir !

M. Claude Labbé. Il est vrai, comme nous le préconisons, qu'il faut libérer l'économie et mener parallèlement une politique rigoureuse pour comprimer les dépenses budgétaires, rétablir l'équilibre des comptes publics, limiter à l'extrême la politique des subventions. En un mot, choisir entre une nation majeure, maîtresse de son destin, quelles que soient les tempêtes mondiales, et une nation assistée réduite à subir tous les chocs d'une véritable guerre économique sans réelle capacité ni pouvoir d'y résister.

La charge imposée aux actifs par le jeu des prélèvements obligatoires — impôts et cotisations sociales — doit être progressivement et régulièrement allégée. Le Président de la République promettait la stabilisation. Mais la réalité, une fois de plus, est tout autre : les charges pèsent et vont continuer de peser plus lourdement.

Cette politique fondée sur les principes simples qui répondent au désir profond des Français au travail, qui fait confiance à leur capacité d'agir dans un esprit d'initiative, de créativité et d'effort doit s'accompagner d'actions spécifiques en faveur de l'emploi et d'encouragements pour tous ceux qui participent à la richesse du pays. Nos systèmes de formation et d'éducation, de placement, doivent être revus dans un esprit pratique, dégagé de toute contrainte bureaucratique ou idéologique.

La durée et l'aménagement du temps de travail, la flexibilité des horaires, l'extension des possibilités de retraite « à la carte » — dont nous étions les initiateurs — ne peuvent s'appliquer que dans un système libéral fondé sur l'initiative et la responsabilité. Tout systématisme dans ce domaine s'oppose à la liberté de choix de chaque travailleur et devient inacceptable dans une période de récession. Vous trompez l'opinion en laissant croire qu'un travailleur âgé partant à la retraite libère forcément un emploi pour un jeune travailleur. Vous ne pouvez pas prétendre qu'une interdiction de cumul rend automatiquement disponible l'emploi qui n'est plus cumulé. La réduction du temps de travail est un objectif social, ce n'est pas une panacée contre le chômage.

Ce sont de clairs exemples de vos vœux utopiques qui ne doivent pas abuser les travailleurs et dont on ne peut attendre des résultats sérieux. La vraie justice sociale n'est pas la répartition de la pénurie, mais le partage des fruits de la croissance. Le socialisme qui sait parfaitement diviser ignore manifestement les règles de la multiplication. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

Vos projets confirment bien nos craintes. Vous prenez des mesures pour gérer la crise et non pour la combattre. Vous prenez l'effet pour la cause et vous appliquez cette médecine ignorante des origines du mal qui n'empêche nullement la prolifération de la maladie et l'augmentation du nombre des malades.

M. Jean-Michel Boucheron (Charente). Ce sont encore des paroles « verbales » !

M. Alain Hautecœur. Qu'avez-vous fait lorsque vous aviez le pouvoir ?

M. Claude Labbé. Il ne s'agit pas de dégager des emplois dans un stock qui continue de se réduire, mais de donner naissance à des emplois nouveaux. Ne pouvant agir sur l'offre, vous tentez de réduire la demande.

M. Yves Lancien. Très bien !

M. Claude Labbé. Au fond, ce qui nous frappe le plus dans votre comportement, ce qui le rend périlleux, c'est son anachronisme, son attachement à des archaïsmes. Nous sommes loin des ateliers nationaux, du Front populaire et des 200 familles ou de la 1^{re} République. Nous ne sommes ni en 1848 ni en 1936 ni en 1946.

Le monde a changé et la V^e République a changé la France pour l'adapter aux exigences du monde. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. Alain Hautecœur. C'est pour cela que nous sommes là !

M. Claude Labbé. On ne saurait gouverner dans l'incantation, le verbalisme, un certain romantisme qui pourrait être touchant, mais qui, en vérité, est mortel. (Exclamations sur les bancs des socialistes et des communistes.)

Nous aurions pu aisément élargir le champ de notre motion de censure, car tous ceux qui observent la France se demandent où peut les conduire une action chaotique, inconsciente et toujours marquée par une excessive précipitation. Pourtant, vous avez pour vous la force. Mais, si vous êtes volontiers dominateurs, vous ne paraissez pas assurés de vous-mêmes. (Exclamations sur les bancs des socialistes et des communistes.)

Vous avez pour vous la durée. Pourtant, vous manifestez une hâte fébrile, comme si vous pressentiez que l'avenir ne vous appartient déjà plus. (Rires et exclamations sur les bancs des socialistes et des communistes. — Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et sur quelques bancs de l'union pour la démocratie française.)

M. André Soury. Que c'est amusant !

M. Yves Dollo. Réveillez-vous !

M. Pierre Mauger. Ils sont malades et ils ne le savent pas, les malheureux !

M. Claude Labbé. Dans notre pays, beaucoup de Français regardent l'expérience socialiste en portant des jugements divers, sans imaginer vraiment qu'elle puisse durer.

Ce climat, que vous ne manquez pas de ressentir, vous amène à rechercher des justifications, à imaginer des complots.

M. André Soury. Le S. A. C., le S. A. C. !

M. Claude Labbé. ... à exagérer les mesaneurs.

De nombreux députés socialistes et communistes. Le S. A. C. ! Le S. A. C. ! Le S. A. C. !

M. Claude Labbé. Messieurs...

M. Alain Hautecœur. Le S. A. C. !

M. Claude Labbé. ... n'évoquez pas ici un procès qui a montré que ceux qui prétendent, au nom de l'*habeas corpus*, abroger la loi « Sécurité et liberté », ont pu, sans aucune charge...

M. Jean-Michel Boucheron (Charente). Le S. A. C. !

M. Claude Labbé. ... détenir au secret, pendant quarante-cinq jours, un homme qui ne partageait pas leurs convictions politiques ! (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et sur plusieurs bancs de l'union pour la démocratie française. — Vives exclamations sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. Alain Hautecœur et **M. Jean-Michel Boucheron** (Charente). Le S. A. C. ! Le S. A. C. !

M. Claude Labbé. Vous ne pourrez pas très longtemps encore exploiter abusivement la veine, le filon — c'est ainsi qu'on dit dans le Nord — de ce que vous appelez le « bilan ». C'est une vague de changement qui vous a porté au pouvoir.

M. André Soury. On ne voulait plus de vous !

M. Pierre Forgues. Il n'y a que trois mois de cela !

M. Roger Corrèze. En trois mois, on peut faire quelque chose !

M. Claude Labbé. On attend de vous des résultats, même fragmentaires, même indicatifs, et non de constants rappels au passé.

M. Raymond Julien. Vous avez été au pouvoir pendant vingt ans et nous n'y sommes que depuis trois mois !

M. Roger Corrèze. Mais vous misez à côté de la plaque !

M. Pierre Forgues. Vous avez dénigré la IV^e République pendant vingt ans !

M. Claude Labbé. Vous ne pouvez pas ignorer qu'en 1958, après la faillite de la IV^e République, le général de Gaulle avait rétabli en trois mois une situation infiniment dégradée. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et sur plusieurs bancs de l'union pour la démocratie française.*)

Et ce n'est pas dans la critique de ses prédécesseurs qu'il avait su retrouver la confiance et rétablir les équilibres financiers. (*Mêmes mouvements.*)

Vous ne pourrez pas non plus rendre crédible une politique de « boucs émissaires », illustrée autrefois par ces fameux koukaks, responsables désignés de tous les échecs de la révolution russe. Ne tentez pas trop d'accuser les patrons qui doivent « rendre gorge », les banquiers qui vous « écaurent », les journalistes dont vous n'avez pas encore obtenu le scalp (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française. — Protestations sur les bancs des socialistes et des communistes.*), les commerçants qui ne « jouent pas le jeu des prix », les fonctionnaires qui entendent rester sur la voie de l'Etat et à son seul service. Et demain — pourquoi pas ? — vous mettez en accusation une opposition qui osera encore par ses critiques apporter un écho discordant à la propagande officielle.

Nous ne prenons la défense particulière d'aucune catégorie sociale. Non, monsieur le Premier ministre — et tout à l'heure vous avez prononcé des paroles graves et inquiétantes — nous ne sommes les représentants d'aucune catégorie de Français, ni les riches ni les pauvres. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française. — Exclamations sur les bancs des socialistes et des communistes.*), et cette ségrégation est inadmissible.

M. Jacques Baumel et M. Emmanuel Aubert. Nous représentons 48 p. 100 des Français !

M. Claude Labbé. Mais il n'est pas admissible que des Français soient montrés du doigt et livrés à on ne sait quelle vindicte. Plus encore que la lutte des classes, ce comportement pourrait conduire à un racisme social...

M. Robert-André Vivien. Très bien !

M. André Soury. Vous êtes bien placé pour en parler !

M. Claude Labbé. ... aussi pernicieux et condamnable que toute autre forme de ségrégation. (*Mêmes mouvements.*)

Une majorité, quelle que soit son ampleur — et notre parti a obtenu à une certaine époque une majorité comparable à la vôtre — ne devrait pas, sans précaution, s'attaquer aux racines mêmes de notre société.

M. Yves Dollo. Cette majorité, vous l'avez perdue !

M. André Soury. Qu'avez-vous donc fait ?

M. Claude Labbé. Notre Constitution, nos institutions ne sont pas au service d'une ambition partisane. (*Exclamations sur les bancs des socialistes et des communistes.*) Ce que vous appelez les grands problèmes de notre société ne doivent pas être abordés sans respect pour l'ensemble des Français. Le général de Gaulle — pardonnez-moi de le citer encore — l'avait bien compris, lui qui les interrogeait dès que l'envergure du choix l'exigeait. Il nous laisse comme ultime preuve le référendum sur la régionalisation auquel il avait lié le sort de son mandat présidentiel.

De nombreux députés socialistes. Giscard ! Giscard !

M. Jean-Michel Boucheron (Charente). Merci Giscard !

M. Claude Labbé. Ces projets qui engagent tous les Français bien au-delà du simple jeu de la majorité — et je pense, pour ce qui me concerne, à l'abolition de la peine de mort — devraient être soumis spécifiquement au suffrage universel. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement de la République.*)

M. Alain Bonnet. Ce n'est pas l'avis de M. Séguin !

M. Claude Labbé. On a souvent évoqué, à propos du gaullisme, ce fameux pragmatisme, sans toujours bien l'expliquer et sans jamais vraiment le définir.

M. André Soury. Concluez, votre temps de parole est écoulé !

M. Claude Labbé. Ce n'est en fait rien d'autre que la volonté de se soumettre aux exigences, aux impératifs qui s'imposent à la nation en un moment déterminé, de tout sacrifier s'il le faut. C'est une attitude moderne et réaliste. Les doctrinaires, eux, veulent soumettre la nation aux exigences d'une idéologie, et les doctrines sont aveugles. C'est un comportement attardé et irréaliste.

M. Alain Hautecœur. Parlez pour vous !

M. Claude Labbé. Nous vivons en un siècle qui ne tolère pas l'utopie, car ses conséquences sont immédiatement mortelles. C'est un peu comme si l'on confiait les commandes de Concorde à un illuminé. C'était moins dangereux au temps des cafèches.

Notre motion de censure veut donc prendre la valeur d'un avertissement solennel (*Rires et exclamations sur les bancs des socialistes et des communistes*), d'une véritable mise en garde qui s'adresse autant au pays qu'à vous-même, monsieur le Premier ministre, alors qu'il en est peut-être temps encore.

M. Pierre Forgues. Que faisiez-vous, il y a six mois ?

M. Claude Labbé. Nous voulons ainsi prendre date en disant aux Français ce qui les attend et vers quelles perspectives d'échec les entraîne l'expérience socialiste.

Nous avons toujours soutenu que nous ne voulions pas spéculer sur nos malheurs, nous réjouir du pire, et que nous ne souhaitions pas la défaite de la France pour qu'elle consacre la vôtre. Cet état d'esprit demeure intact. Il nous conduit à dénoncer tout de suite, sans attendre, avec lucidité, au lieu d'attendre en silence que le temps et les voix du recours s'ouvrent devant nous...

Plusieurs députés socialistes. Quelles voies ?

M. Claude Labbé. ... grâce à l'accumulation de vos fautes.

Tant mieux si la France peut encore éviter le pire.

M. André Soury. Le pire, c'est vous !

M. Claude Labbé. Tant pis pour vous qui abusez si souvent du terme « historique », car la France vous condamnera un jour...

M. Pierre Forgues. La France, ce n'est pas vous ! Elle vous a condamnés !

M. Claude Labbé. ... parce que vous l'aurez sacrifiée à une idéologie partisane. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française. — Exclamations sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. le président. La parole est à M. Jospin.

M. Lionel Jospin. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, mesdames, messieurs, il y a un point, et un seul, sur lequel je ne chicanerai pas M. Labbé : son droit à déposer, au nom du groupe auquel il appartient, une motion de censure de la politique du Gouvernement.

M. Claude Labbé. Heureusement !

M. Jean-Claude Gaudin. C'est gentil !

M. Lionel Jospin. J'avais eu d'abord — ne parlez pas trop vite — cette tentation. Il est vrai qu'elle me venait de la lecture de M. Labbé lui-même. Ne prononçait-il pas, le 4 octobre 1978, lors d'un débat du même ordre, et alors que nous, socialistes, demandions la censure, les fortes paroles suivantes ?

« A vrai dire, nous nous sommes fait une autre idée de la censure, arme absolue et non sabre de bois. (*Rires sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

« Dans notre esprit, les limites de la censure, ce sont celles de la légitimité.

« Ou le Gouvernement, nommé par le Président de la République, se tient pour l'essentiel dans une ligne qui respecte la volonté exprimée par le suffrage universel, toute cette volonté, rien que cette volonté, et s'appuie sur une majorité clairement définie, élue sur des engagements clairement pris devant les Français. Il est alors dans la légitimité. Ou il s'en écarte, et c'est alors que la censure doit lui être appliquée.

« C'est le seul risque qu'il peut courir dans les conditions normales de l'exercice des institutions de la V^e République. Tout le reste sera emporté par le vent. » (*Rires et applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. André Soury. C'est vous qui avez été emportés !

M. Lionel Jospin. Je suis sûr que le R.P.R. et M. Labbé ne veulent pas, en déposant leur motion de censure, signifier que le Gouvernement de Pierre Mauroy et sa politique sont illégitimes, ce alors j'aimerais qu'ils s'en expliquent devant les Français.

Il est plus raisonnable de croire que M. Labbé pensait à l'époque que le sabre de bois qu'il moquait tant, bien à tort, resterait dans les mêmes mains. Qu'il regarde dans les siennes, car si l'objet existe, prévu par votre Constitution, il y est désormais déposé. (*Rires et applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*) Quant au reste, monsieur Labbé, le vent s'en chargera.

J'ai donc renoncé à la tentation de vous chicaner, et je préfère reconnaître d'emblée le droit qu'ont les groupes de l'opposition, comme nous l'avons fait nous-mêmes, dans le passé, d'inscrire, dans un texte formel, la critique du Gouvernement.

Plus surprenants sont les attendus de la motion qui nous est soumise. Sont-ils légers ou provocants ? J'hésite encore à les qualifier.

Vous évoquez en premier lieu « la détérioration accélérée de la situation économique et sociale du pays ». Je m'inscris en faux — avant, j'imagine, M. le Premier ministre — contre une telle affirmation.

Certes, le chômage s'est accru, depuis le mois de mai.

De nombreux députés du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française. Ah ! Ah !

M. Jean-Claude Gaudin. Et les prix ?

M. Lionel Jospin. Nous avons l'habitude, nous, d'accepter qu'on parle et qu'on se justifie ; il faut vous habituer à un changement de règles.

Mais cet accroissement était inscrit implacablement dans les réalités économiques, attesté par les courbes statistiques que vous nous avez liguées.

Nous savons tous qu'ont été retardés le plus possible, en raison des échéances politiques, les licenciements, les opérations de restructuration, les dépôts de bilan qu'on a vu fleurir depuis notre victoire. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur quelques bancs des communistes.*)

M. Gilbert Gantier. Expliquez-vous !

M. Lionel Jospin. Personne n'ignorait où nous conduisaient la stagnation des investissements et la prédilection pour les emplois improductifs que votre politique avait laissé s'instaurer. La balle qui vous a échappé descend la pente ; il nous faut freiner sa course, puis la bloquer, avant de reprendre un mouvement ascendant.

Certes, l'inflation n'a pas disparu. Au demeurant, comment cela serait-il possible ? Mais il est bon de rappeler aux Français que la progression de l'indice des prix au cours des deux derniers mois est due, pour l'essentiel, non seulement à l'incidence de la hausse du dollar sur le prix du pétrole...

M. Edmond Alphandery. Vous avez laissé le dollar s'apprécier par rapport au franc !

M. Lionel Jospin. ... mais aussi à la hausse de certains tarifs publics qui aurait dû intervenir à la fin de votre règne, et que vous n'avez pas réalisée pour des motifs strictement électoraux. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur quelques bancs des communistes.*)

Voudriez-vous, mesdames, messieurs de l'opposition, que nous mettions en danger les finances des entreprises publiques ? Oui, au fond, sans doute le souhaiteriez-vous, compte tenu du débat qui va s'ouvrir sur les nationalisations.

Malgré cela, et en dépit de hausses abusives dans certains secteurs, contre lesquelles le Gouvernement a commencé à lutter et qui ne devront pas être tolérées, il vous est impossible d'affirmer qu'il y a un dérapage général des prix.

M. Edmond Alphandery. C'est inexact ! Quelle est la politique monétaire du Gouvernement ? On voudrait bien la connaître ! (*Protestations sur les bancs des socialistes.*)

M. Lionel Jospin. Et puis la vie des Français, monsieur Labbé, ne peut se résumer à quelques indices économiques. Quand la rentrée scolaire se passe mieux pour des millions d'enfants et de familles, grâce aux nominations nouvelles d'enseignants, à la suspension des fermetures de classes, à l'annulation de textes répressifs — et parents et enseignants reconnaissent effectivement les efforts faits... (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. Jean-Claude Gaudin. Parce que M. Henry est au Gouvernement !

M. Lionel Jospin. ... quand sont créés dans les hôpitaux et les établissements sanitaires et sociaux des postes nouveaux, quand on lance un vaste programme de logements et qu'on décide un effort massif de réfection des H.L.M. existantes, quand on s'insurge contre les « mouirois » ou certains hospices scandaleux comme celui de Nanterre, où l'on entassait trop de personnes âgées, quand on cherche à faire de la police une force de protection de la population au service des citoyens et non pas d'abord une force de répression et d'intimidation, quand on supprime dans l'armée les interdits inutiles et mal supportés par des jeunes qui sont désormais citoyens à dix-huit ans, quand on résout vite une crise viticole ou laitière qui s'allume, quand on rend grâce à une augmentation considérable du budget de la culture, aux créateurs et artistes de ce pays des raisons d'espérer, quand on redonne aux immigrés leur dignité, eux qui ont connu le double racisme : le racisme social — dont vous parliez à tort — et le racisme tout court, quand on accepte la négociation syndicale comme une forme normale du dialogue social, quand on accepte tout cela, ce sont les conditions de vie quotidienne des Français ou de ceux qui vivent en France qui changent ou s'approprient à changer.

Vous ne l'aviez pas remarqué, monsieur Labbé, mais eux le savent : ne prétendez donc pas parler en leur nom ! (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur divers bancs des communistes.*)

Vous reprochez au Gouvernement de n'avoir pas orienté son action « dans le sens de la priorité à reconnaître à la lutte contre le chômage et l'inflation ». Vous ne manquez pas d'audace !

Si cette impatience était somme toute louable, on ne peut que regretter qu'elle ne se soit pas manifestée plus tôt, quand le R.P.R. avait les moyens politiques d'interrompre une évolution désastreuse dans ce domaine. Est-il nécessaire de rappeler que, dès la première année du septennat de M. Giscard d'Estaing, et alors que M. Chirac était Premier ministre, le nombre des chômeurs s'est accru dans l'année de 100 p. 100, passant de 420 000 à 850 000 en données corrigées des variations saisonnières ?

Une fois donnée cette vigoureuse impulsion au chômage, celui-ci n'a cessé de progresser, le septennat de M. Giscard d'Estaing se soldant par un quadruplement du nombre de chômeurs : 1 800 000 en mai 1981 ! Or, loin de se ralentir, la progression du chômage s'était très fortement accrue en fin de période, le premier semestre de cette année étant à lui seul marqué par 300 000 sans-travail de plus.

Le bilan de la lutte contre l'inflation n'est pas meilleur : 13 p. 100 de hausse des prix en 1980, une pente de plus de 13 p. 100 pour les six premiers mois de 1981, d'autant que cette lutte a toujours été présentée comme l'objectif prioritaire du précédent Gouvernement, justifiant par là même sa passivité contre le chômage.

Non seulement le R. P. R. n'a pas censuré cette politique alors qu'il en avait les moyens, mais il y a largement contribué ! Voilà qui devrait vous inciter à un peu plus de mesure dans vos propos !

Inflation et chômage, disiez-vous tout à l'heure, comme si vous découvriez dans le berceau des socialistes deux petits nourrissons ; c'était, en réalité, monsieur Labbé, deux solides gaillards que vous aviez bien choisis ! (Rires et applaudissements sur les bancs des socialistes et sur divers bancs du groupe communiste.)

Vous considérez aussi comme excessives — et là encore, je vous cite — nos « références constantes à l'héritage de la gestion passée ». Ainsi, il ne faudrait plus évoquer votre bilan ? Vous partez, tout serait effacé comme le chiffon blanc passe sur le tableau noir ! On peut effacer en huit jours jusqu'au nom de M. Giscard d'Estaing. Ses amis de l'U. D. F. s'en sont chargés eux-mêmes pour tenter de ne pas perdre les élections législatives ! (Mêmes mouvements.)

M. Claude Labbé. Ce n'est plus une citation !

M. Lionel Jospin. Non, monsieur Labbé !

M. Claude Labbé. C'est du Lionel Jospin ?

M. Lionel Jospin. Absolument !

M. Claude Labbé. Il fallait le préciser.

M. Lionel Jospin. Vous avez pensé un instant que la confusion pourrait se créer ? (Rires et applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

Même à l'heure actuelle — et méfiez-vous donc ! — ses amis hésitent sur le moment le mieux choisi pour le promettre à la résurrection.

Mais dans la vie économique, dans la réalité sociale, cela ne va pas si vite ! Les usines fermées, les machines silencieuses, les filières négligées, les investissements non faits, les qualifications refusées aux hommes et aux femmes, les exploitations agricoles endettées pèsent encore sur la société française ! Comment peut-on affirmer sérieusement qu'il soit possible de renverser instantanément des tendances aussi fortes qui se sont développées pendant de si longues années de politique inadaptée, traitant le mal avec des expédients quand elle ne le favorisait pas par des priorités contestables ?

Il est étrange de voir tous ces beaux esprits de la droite, ceux-là mêmes qui nous rappellent, face aux réformes sociales ou aux nationalisations que nous proposons, la force des lois économiques, les vertus du réalisme, prétendre, par pure démagogie, que nous devrions faire par magie en trois mois ce qu'ils n'ont pas su faire en sept ans. L'inflation et le chômage sont des maux trop durement ressentis par ceux qui en souffrent réellement pour que la résolution de ces problèmes fasse l'objet de déclarations inconséquentes et opportunistes.

Un député socialiste. Bravo !

M. Lionel Jospin. En réalité, il faudrait dresser ici les bancs de deux gouvernements fantômes, ceux de M. Chirac et de M. Barre. Il faudrait rallumer un à un ces pâles écrans de télévision où nous vîmes si souvent M. Giscard d'Estaing parler habilement à propos du chômage. Alors oui, monsieur Labbé, votre étrange motion de censure aurait trouvé un sens, elle aurait aussi trouvé ses cibles en revenant vers ses auteurs. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

Car, vous êtes bien vagues dans votre motion. Vous considérez — je cite à nouveau — « qu'au surplus diverses initiatives récentes, loin de répondre aux nécessités de l'heure, ont contribué à créer un climat d'incertitude, de doute, de renoncement qui hypothèque par avance les chances d'une reprise de l'activité... ».

Mais de quelles initiatives s'agit-il ?

M. Claude Labbé. De la fiscalité que vous nous annoncez.

M. Lionel Jospin. Ce n'est pas mon avis, mais si c'était le vôtre, il fallait l'écrire.

M. Claude Labbé. Vous m'avez mal écouté !

M. Lionel Jospin. Prononcez-vous clairement. S'agit-il de la négociation de la durée du travail ? S'agit-il de la diminution de la durée du travail ? S'agit-il de la création d'emplois publics dans les hôpitaux, les postes ou à l'école ? S'agit-il de l'augmentation du S. M. I. C. ? S'agit-il des premières baisses de taux d'intérêt qui viennent d'intervenir ? Ou, enfin, des mesures annoncées tout à l'heure par le Premier ministre, Pierre Mauroy, pour lutter contre le chômage ?

Vous saviez qu'il allait parler, et parler sur ce sujet. Vous n'avez pas daigné attendre de l'écouter pour censurer. C'est pourquoi, effectivement, vous n'avez pas entendu parler d'emploi. Méditez sur l'inconvénient de lire un discours préparé à l'avance. Ce n'est plus de la censure, c'est de la pré-censure !

Quel apport constructif ferez-vous au débat ? Vous avez tout à l'heure évoqué notre attitude, monsieur Labbé. Mais, pendant dix ans, le parti socialiste de 1971 a cheminé dans l'opposition. A l'époque, il est vrai, il ne vous a pas ménagé les critiques. Mais combien d'études, de rapports, de colloques, de propositions de loi, de suggestions, de thèmes de réflexion a-t-il rassemblés sur tous les sujets, ici au Parlement, ou ailleurs dans le pays ? Nous aimerions vraiment vous entendre davantage sur les grands problèmes économiques et sociaux.

Que nous avez-vous proposé tout à l'heure ? Relance de la croissance : quelle belle proposition ! Alliance pour le développement : quelle mesure précise ! Réforme du système monétaire international : que ne l'avez-vous réalisée plutôt que d'accepter que M. Giscard d'Estaing brade les positions traditionnelles de la France de résistance aux privilèges du dollar ? (Très bien ! et applaudissements sur les bancs des socialistes et sur quelques bancs des communistes.)

En fait, votre propos s'est résumé à quelques recettes traditionnelles visant à mieux exploiter les travailleurs et les jeunes ; mobilité, apprentissage sur le tas...

M. Claude Labbé. Ne déformez pas mes propos !

M. Lionel Jospin. C'est ce que j'ai entendu.

M. Claude Labbé. Vous avez mal entendu.

M. Lionel Jospin. Un débat plus précis nous permettra de mieux savoir à quoi vous pensez.

M. Claude Labbé. Il y aura d'autres débats. Rassurez-vous !

M. Lionel Jospin. Si vous vous exprimiez davantage, cela permettrait aux experts et aux porte-parole du C. N. P. F. de souffler un peu, de faire un peu plus d'économie et un peu moins de politique. (Applaudissements sur les bancs des socialistes. — Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République.)

En réalité, vous ne critiquez pas notre inaction, mais nos actes. Ce n'est pas notre passivité prétendue devant la crise, le chômage et l'inflation qui vous inquiète, mais au contraire l'activité qui est la nôtre.

M. Jacques Baumel. Une mauvaise activité !

M. Lionel Jospin. Les nationalisations, la justice fiscale, la baisse de la durée du travail, nombre de mesures sociales, les conditions dans lesquelles nous voulons faire la relance économique, voilà ce qui vous fait peur et motive votre motion de censure.

Ces mesures touchent effectivement à des intérêts précis, dérangeant des situations acquises, modifiant des rapports de force, poussent à un autre compromis social.

M. Jean-Claude Gaudin. Et aggravent le chômage !

M. Lionel Jospin. C'est cela que vous combattez. C'est votre droit. La société française est diverse, mais il serait plus honnête de reconnaître que le débat est là.

Quel est le sens de notre politique ? Il est de lier ensemble les mesures immédiates, les actions à court terme de politique conjoncturelle et les réformes de structure indispensables à moyen et à long terme.

Vous savez très bien que l'on ne pourra pas diminuer de façon significative le chômage massif que vous nous laissez en héritage par de simples mesures conjoncturelles sans heurter de front de puissantes réalités économiques. Car il faut créer, c'est juste, de vrais emplois durables et productifs. Mais il est au moins possible, par une action décidée à court terme, d'enrayer progressivement la tendance à la dégradation.

C'est le sens des mesures qui avaient été prises dès le mois de juin : création d'emplois publics, aide au bâtiment, distribution de pouvoir d'achat à ceux qui n'ont d'autre choix économique que la consommation. Vous disiez impossible de créer des emplois publics. Nous l'avons fait.

M. Jacques Baumel. A quel prix !

M. Lionel Jospin. Vous ne pouvez pas demander à la fois que le chômage diminue et qu'aucune mesure de création d'emplois ne soit prise !

M. Jacques Godfrain. D'emplois publics !

M. Lionel Jospin. Vous n'êtes pas pour des créations d'emplois dans les hôpitaux et dans les écoles ? Cela aussi, à terme, aide à la rentabilité de l'équipement général du pays. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur quelques bancs du groupe communiste.*) Enrayer la tendance à la dégradation, c'est aussi le sens des actions annoncées aujourd'hui par le Premier ministre : nouvelles mesures sociales, aide aux petites et moyennes entreprises, lutte contre les cumuls abusifs, contrat de solidarité proposé aux entreprises pour les inciter à l'embauche, contrats volontaires proposés aux jeunes sortant du service national dans des emplois d'utilité publique ou dans la coopération internationale, projets de grands travaux.

C'est le sens du budget qui est élaboré pour 1982. Illustrant le mot d'ordre central de la politique économique et sociale du Gouvernement qui est la guerre au chômage, ce budget est placé au service de l'emploi.

Les nouvelles créations d'emplois publics, la progression des investissements, les mesures destinées à renforcer le potentiel économique et technique des entreprises, l'augmentation des transferts sociaux qui développent la solidarité nationale tout en favorisant la relance de la consommation devraient faire du budget de l'Etat un puissant moyen d'action économique.

Mais des réformes de structure sont indispensables pour parvenir à des résultats durables. Il est de bon ton dans certains milieux de dauber ces grandes réformes. Parfois, on nous reproche d'y gaspiller notre énergie et on nous suggère de nous empresser de gérer l'immédiat, à condition, bien sûr, de le gérer comme avant ! Le plus souvent, on dit que ces réformes n'ont pas de justifications économiques. Elles seraient, selon certains, une cérémonie sacrificielle vouée à la mémoire des grands ancêtres socialistes, un parti pris, presque un caprice d'idéologues. Il n'en est rien.

Prenons les nationalisations, par exemple.

Certes, rendre à la collectivité nationale les quelques secteurs décisifs de l'économie que la concentration capitaliste a progressivement rassemblés dans les mains de quelques-uns fait partie du programme historique des socialistes. Nous restons fidèles à ce programme parce qu'il fait partie de notre identité. Que voulez-vous, il faut nous pardonner, nous sommes socialistes.

Messieurs de l'opposition, puisque par deux fois, lors d'une interruption et au cours de l'intervention de M. Labbé, vous avez voulu faire allusion avec mépris aux ateliers nationaux de 1848, sachez que je préfère être du côté de ceux qui ont créé, avec les ateliers nationaux, cette utopie qui s'appelait le droit au travail, que du côté du général Cavaignac, qui écrasait les insurgés des Journées de juin. (*Vifs applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Oui, nous sommes socialistes, mais nous avons des motifs puissants sur le plan économique et social de vouloir ces nationalisations limitées. Personne de bonne foi ne peut nier ici que la croissance française de l'après-guerre, la capacité nouvelle d'investir, tranchant sur les engourdissements et la stagnation de la période 1918-1939 que n'avait pu dissiper le choc trop bref de 1936, les grandes politiques sociales de secteur, la réalisation du plein emploi, la conquête des marchés extérieurs, sont venus pour une bonne part, dans notre pays, des grandes entreprises du secteur public.

Le pays était dévasté par la guerre, diront certains. C'est vrai. Mais c'est une autre guerre, heureusement moins tragique mais décisive néanmoins pour les destinées du pays, que nous devons affronter sur les marchés étrangers comme sur le marché intérieur. Réconcilier l'efficacité économique et la justice sociale que le précédent gouvernement a constamment jugées contradictoires, tirer parti des nouvelles opportunités liées au développement des connaissances et des techniques, au lieu d'en subir seulement les contraintes en fonction des intérêts du capitalisme international, dynamiser l'industrie, mettre le crédit au service de l'intérêt général, cela suppose un secteur public élargi.

Il en va de même de la planification. L'économie mondiale est en crise. Le système monétaire n'a plus de règles stables et reconnues par tous. Les marchés internationaux sont bouleversés et y règnent des compétitions sauvages. Des mutations

technologiques sans précédent s'annoncent et vous voudriez que nous renoncions à prévoir l'avenir, à préparer les évolutions nécessaires, à orienter l'économie, l'emploi, l'épargne, c'est-à-dire l'effort des Français, en fonction d'une vision globale et d'une pratique plus rationnelle ?

Préservons, si vous le voulez, le jeu des marchés quand ils sont libres, transparents, efficaces, véridiques ; mais ne demandons pas au marché, cet être suprême de l'économie auquel tant de prêtres parmi vous vouent un culte chaque jour, plus qu'il ne peut donner. Car, comme les dieux antiques, on sait qu'il est souvent aveugle et sourd.

C'est pourquoi, sur les bancs des socialistes, on attend avec impatience les premières orientations du plan intérimaire que vous venez de nous promettre, monsieur le Premier ministre, pour le mois de décembre, et l'on se prépare au grand débat national que devra être la préparation du prochain plan de cinq ans.

Mesdames, messieurs de l'opposition, saisis par le péché de l'économisme, vous nous reprochez d'avoir commencé nos réformes par le projet de loi sur la décentralisation. Comme si — et je parle devant Gaston Defferre — donner plus de pouvoirs aux communes, aux départements et aux régions n'avait pas de conséquences économiques !

Je prendrai précisément l'exemple du chômage. Si les collectivités locales, les maires, les conseillers généraux ont davantage de pouvoir d'initiative et de moyens financiers...

M. Albert Brochard. Quels moyens financiers ?

M. Lionel Jospin. ...s'il leur est loisible — en accord, bien sûr, avec les milieux économiques, patronaux ou syndicaux — de faire des suggestions ou de provoquer des concertations en matière d'emploi ou de vie des entreprises, la lutte contre le chômage deviendra vraiment une affaire nationale.

Combien en ai-je vu, pendant les campagnes présidentielles et législatives, où j'arpentais avec d'autres le pays, de ces petites et moyennes entreprises menacées, dans le textile, les cuirs et peaux, la petite mécanique, dans tous les pays de France. Si une entreprise de deux cents employés ferme ses portes à Albi ou à Avesnes-sur-Helpe, pour le pouvoir central quel qu'il soit — je dis bien quel qu'il soit — c'est à peine un bouton sur la peau. Mais pour les élus locaux, c'est une tumeur maligne, c'est un petit drame national.

MM. Alain Bonnet et Raoul Bayou. C'est vrai !

M. Lionel Jospin. Car l'angoisse, ils la voient, les traumatismes individuels, ils les touchent dans leurs permanences, semaine après semaine. S'ils ont plus de moyens, ils se battront pour l'emploi. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et sur divers bancs des communistes.*)

Le grand effort amorcé en faveur de la recherche scientifique et technique — attesté par le fort accroissement des dotations budgétaires et par les objectifs que nous nous sommes assignés en pourcentage de la richesse nationale — a le même dessein de préparation de l'avenir.

Si nous ne sommes pas placés au premier rang dans tous les secteurs où va se jouer la prospérité économique des nations avancées, comment créerons-nous dans les années qui viennent les centaines de milliers d'emplois nécessaires ? Mais en même temps, si les progrès réalisés dans la mécanisation et l'automatisation du travail industriel et du travail de bureau dressent ce progrès contre les travailleurs, la population, en les vouant au chômage ou à la déqualification, comment la collectivité nationale accepterait-elle durablement de se battre pour ce « progrès »-là ?

Est-ce facile à faire ? Non ! Peut-on y parvenir sans danger si nous n'arrivons pas à convaincre nos grands partenaires des nations développées à marcher avec nous d'un même pas ? Non ! C'est pourquoi le Président de la République a proposé aux autres chefs d'Etat ou de gouvernement de la C.E.E. de réfléchir à ce que pourrait être un espace social européen.

M. Jacques Baumel. Cela ne va pas vite !

M. Lionel Jospin. Cela avancera, ne vous inquiétez pas. Il est fini, le temps des thaumaturges !

Ne faut-il pas se saisir à bras-le-corps de ce problème crucial, de ce défi majeur — où, avec les problèmes économiques se joue peut-être le sort de la paix ou de la guerre sur la

planète — que représentent 800 millions d'hommes et de femmes du tiers monde voués à la malnutrition, 800 millions d'enfants de un jour à dix ans qui seront en plus à nos côtés en 1990, et ces trois milliards d'êtres humains, soit 70 p.100 de la population mondiale, qui veulent participer au développement ?

Est-ce que par hasard vous censureriez le Gouvernement parce qu'il veut, en France ou dans les instances internationales — en prenant sans doute le temps nécessaire, mais en avançant — poser ces grandes questions cruciales de la fin du xx^e siècle que sont la diminution considérable du temps de travail, l'entrée dans le développement économique des pays du tiers monde ? Si ce n'est pas le cas, alors nous attendons vos propositions dans ce débat.

Nous ne disons pas que notre politique économique et sociale sera aisément couronnée de succès. L'environnement international n'est pas favorable, avec le coût de l'énergie, le prix du dollar — malgré les récentes baisses — les taux d'intérêt élevés, les politiques déflationnistes menées par des partenaires commerciaux aussi importants que les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne.

M. André Zeller. Nous y voilà !

M. Lionel Jospin. Le bilan dont nous héritons est mauvais. Une partie des milieux patronaux, plus idéologues ou politiques qu'hommes d'affaires, ne jouent pour le moment pas le jeu et sont, bien à tort, tentés par la politique du pire. Il faudra qu'ils reviennent à une appréciation plus réaliste de leurs intérêts véritables.

Nous acceptons tout à fait que notre politique suscite la critique. Mais nous ne pensons pas qu'on puisse prétendre sérieusement qu'elle n'existe pas. Si elle n'existait pas, mesdames, messieurs de l'opposition, on vous entendrait moins.

Contre l'acceptation ancienne de la fatalité du chômage, c'est au contraire une politique volontariste qui est présentée au pays par le Gouvernement, politique dont le dispositif vient d'être complété heureusement aujourd'hui. Elle portera progressivement ses fruits.

Les Français, peuple voltairien, n'attendent pas des faiseurs de miracle. Ils veulent que quelque chose commence à changer dès maintenant pour eux. J'ai, tout à l'heure, cité à cet égard des exemples précis de la vie quotidienne. Ils veulent qu'une direction soit indiquée fermement pour leur redonner espoir. Elle est donnée par le pouvoir en place. Ils veulent un gouvernement qui ne se dérobe pas et prenne ses responsabilités. C'est le cas de celui-ci quand il met au cœur de ses objectifs économiques la lutte contre le chômage, ce que l'opposition n'a jamais fait dans le passé.

Mais cette lutte, ce n'est pas au Gouvernement seul de la mener. Les responsables économiques, les syndicalistes, la population doivent y prendre leur part sur les lieux de travail. C'est en tout cas ce que feront les militants et les élus du parti socialiste !

Les Français, je crois, comprennent ce langage. Il se peut qu'ils comprennent moins l'intérêt de cette motion de censure, à laquelle je reviens pour conclure. Elle intervient, en effet, beaucoup trop tôt pour concerner la politique de l'actuel gouvernement, et beaucoup trop tard pour éviter les effets de la politique du précédent.

M. Claude Labbé. Encore !

M. Lionel Jospin. J'ai cherché une explication.

Au fond, l'explication de tout cela est freudienne. Censurer le Gouvernement, monsieur Labbé, cela vous dérangeait tellement sous M. Barre que vous n'avez pu résister plus longtemps sous Pierre Mauroy à l'intense frustration qui était la vôtre. (Rires et applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

De son divan de psychanalyste, le subtil M. Jean-François Deniau — qui, hélas, nous a quittés — l'a très bien compris : il a trouvé le dépôt de votre motion « prématuré ».

Guidé par vous deux, j'en viens à me demander : et si l'objectif du R.P.R. dans cette affaire se situait non au niveau de propositions faites au pays, mais à celui des luttes d'influence de l'opposition ? Il est frappant que vous ayez, dès le début de votre intervention, voulu écarter ce soupçon. En fait,

ce problème existe. Il n'est pas le nôtre. C'est pourquoi il me semble que votre motion de censure sera rejetée. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes. — Mmes et MM. les députés socialistes, nombreux à se lever, applaudissent longuement.)

M. Jacques Baumel. Nous le savons.

M. le président. La parole est à M. Gaudin.

M. Jean-Claude Gaudin. Mesdames, messieurs, une deuxième fois en moins de quatre mois, l'Assemblée nationale se trouve réunie en session extraordinaire. (De nombreux députés socialistes quittent l'hémicycle.)

Lorsqu'on examine, même sommairement, le calendrier des travaux arrêté, on ne peut que s'étonner du peu de temps consacré à l'examen des problèmes essentiels qui se posent actuellement aux Français.

On aurait pu penser effectivement que se poursuive autrement que par des mots ou des déclarations le combat déjà engagé contre le chômage et l'inflation par le gouvernement précédent.

Pourtant, monsieur le Premier ministre, il est aisé de constater qu'en réalité vous vous égarez sur des voies secondaires.

En fait, vous voulez abuser l'opinion en lui donnant l'illusion que toute votre activité est consacrée à la recherche de solutions destinées à réduire le chômage et à juguler l'inflation.

M. Michel Noir. Monsieur le président, nos collègues socialistes manquent de courtoisie en quittant l'hémicycle. Où sont les « droits de l'opposition » ?

M. Jean-Claude Gaudin. L'opinion reste en attente. Comme vous l'avez vous-même affirmé, monsieur le Premier ministre, la gauche sera d'abord jugée sur sa politique économique. Vous avez, là, un rendez-vous historique avec les Français. Jusqu'à ce jour, comme sœur Anne, ils n'ont rien vu venir. (Protestations sur les bancs des socialistes.)

Voilà un peu plus de cent jours que le parti socialiste tient les rênes du pouvoir, de tout le pouvoir. Le temps, certes, n'est point encore venu de porter un jugement définitif sur l'action engagée.

Mais les semaines ont passé et l'on peut discerner les axes prioritaires de votre politique.

Dans l'agitation, dans la précipitation surtout, comme si le temps vous était compté, alors que l'horizon apparaît dégagé de toute grande consultation politique, alors que les institutions vous garantissent la propriété exclusive du pouvoir pour longtemps, vous avez conduit le pays sur les chemins du changement, un changement que vous voulez irréversible, oubliant sans doute que le suffrage universel peut toujours défaire ce qu'il a fait et que l'alternance n'est pas condamnée au sens unique.

Le bilan de ces cent premiers jours permet plusieurs constatations.

M. Parfait Jans. Et le bilan de vingt-trois ans de pouvoir ?

M. Jean-Claude Gaudin. D'abord, tout ce que votre gouvernement a élaboré, abrogé, dit ou contredit durant cet été n'a pas répondu aux aspirations majeures des Français.

C'est pour combattre deux fléaux — l'inflation et le chômage — que les Français vous ont portés au pouvoir. Or, dans ces deux domaines, aucune amélioration, même légère, n'a pu être enregistrée. Il existe donc déjà un décalage important entre votre action, vos engagements électoraux et l'espérance du pays.

On peut ensuite observer plusieurs lignes de force qui caractérisent le comportement du nouveau gouvernement.

Durant un quart de siècle, dans l'opposition, vous avez beaucoup parlé, beaucoup écrit, porté des jugements sur tout, construit des programmes organisant notre société dans le moindre détail. Arrivés au pouvoir, vous découvrez que les mots ont peu de prise sur la réalité. Vous découvrez que la crise dont vous aviez toujours nié les effets existe bel et bien. Vous découvrez que la croissance ne se décrète pas en conseil des ministres et que les patrons sont indispensables pour créer des emplois.

Et la France, elle, découvre que, confrontés à l'épreuve des faits, les socialistes n'étaient pas prêts à diriger le pays. (*Exclamations sur les bancs socialistes — Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

Cette absence de préparation, cette immaturité se révèlent pleinement dans votre incapacité à surmonter vos contradictions. (*Protestations sur les bancs des socialistes.*)

Que de discours contradictoires en quelques semaines ! Que d'affirmations d'un jour, démenties le lendemain ! Que de projets annoncés par un ministre, nuancés par un second et démentis par un troisième !

Un député communiste. C'est la démocratie !

M. Jean-Claude Gaudin. Chacun se souvient de la valse-hésitation sur l'arrêt puis la reprise des expériences nucléaires.

Les Espagnols ne savent plus si la France accueillera les terroristes basques ou bien si elle les refoulera.

Le service militaire doit durer un an si l'on écoute le ministre de la défense, six mois si l'on entend le groupe parlementaire socialiste.

Les immigrés voteront aux municipales, puis ils ne voteront plus.

On stoppe le programme énergétique nucléaire, puis on redémarre là, mais pas ailleurs. L'un dit que l'usine de La Hague n'est qu'une poubelle. L'autre que c'est une blanchisserie. (*Rires et applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

Quelle confusion !

Même M. Mitterrand fait preuve d'une belle incohérence lorsqu'il fait désarmer les avions de combat au salon aéronautique du Bourget et qu'il reprend ensuite les ventes d'armes à la Libye, pourtant grande protectrice du terrorisme mondial. Nous avons, là, une splendide illustration de la maxime évangélique selon saint Matthieu, qui commande à « la main gauche » de M. Mitterrand « d'ignorer ce que fait sa main droite ». (*Rires et applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Peut-être y a-t-il des accommodements avec le ciel. Il n'y en a pas avec la balance du commerce extérieur.

Toutes ces contradictions atteignent un tel niveau, monsieur le Premier ministre que vous avez été obligé de déclarer : « L'opinion ne s'y trompe pas et elle distingue sans peine les décisions en conseil des ministres, les déclarations officielles, des propos qui relèvent de l'animation du débat démocratique ».

En vérité, il est bien improbable que toute cette confusion puisse aider nos concitoyens à voir plus clair dans votre politique. En revanche, vous retrouvez une totale unanimité pour mettre en place l'Etat socialiste.

Vous qui, pourtant, lorsque vous étiez l'opposition, vous montriez si sourcilieux sur l'indépendance des médias et de la fonction publique, dès votre installation, vous n'avez reculé devant aucun excès.

On ne compte plus les journalistes licenciés brutalement, les recteurs rétrogradés, les préfets mutés.

Rapidement et méthodiquement, vous investissez l'appareil de l'Etat en plaçant vos hommes à tous les niveaux. Un seul critère : être socialiste. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. Serge Belframe. Vous vous trompez. Et nous n'avons nulle intention de vous copier.

M. Jean-Claude Gaudin. Car voilà la clef de voûte, l'objectif final de toute l'action gouvernementale : imposer le socialisme, son dogme et ses symboles.

Vous excelliez dans l'art du culte des symboles lorsque vous étiez dans l'opposition. Vous en faites aujourd'hui une technique de gouvernement.

Il n'existe pas un domaine où vous n'avez voulu, par des affirmations de principe ou des gestes symboliques, marquer la rupture avec le passé antérieur au 10 mai.

M. Serge Belframe. Heureusement !

M. Jean-Claude Gaudin. C'est de cette symbolique du changement que procède votre volonté d'abroger, immédiatement ou à terme, nombre de textes législatifs, comme l'élection des conseils d'université ou les conditions d'entrée et de séjour des immigrés.

Autre exemple d'attachement aux symboles : l'abolition de la peine de mort, où vous refusez aux Français le référendum qu'ils souhaitent et où vous refusez de poser le problème de la peine de remplacement.

Autre trouvaille ces jours-ci : la célébration du 19 mars 1962, devenu date nationale. Voilà un geste bien inutile et aussi bien cruel à l'égard de tous ceux qui ont souffert de cette tragédie nationale. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

En fait, toutes ces abrogations, toutes ces décisions se justifient moins par la volonté de réformer utilement que par celle de justifier vos combats passés, de discréditer le travail de vos prédécesseurs dans tous les domaines et d'ériger le socialisme en religion d'Etat.

Dans cette voie, vous allez toujours plus loin. Les électeurs qui croyaient qu'une fois élu, François Mitterrand se dépêcherait d'oublier le projet socialiste ont dû bien vite déchanter.

Ils étaient pourtant nombreux, ceux qui nous reprochaient de vouloir faire peur aux Français quand nous exposions le contenu du projet socialiste. Ils doivent être déçus, ceux qui croyaient pouvoir faire une distinction entre les doctrinaires et les modérés, pensant que ces derniers l'emporteraient dans les conseils du Gouvernement.

Or qu'avons-nous vu, aussi bien à l'Assemblée qu'au Gouvernement, sinon un triomphe constant des « maximalistes » ? Ils ont toujours durci les projets du Gouvernement, comme, par exemple, lorsqu'ils ont accentué le sectarisme de la loi d'amnistie ou bien encore obtenu les nationalisations à 100 p. 100.

Manque flagrant de préparation, incapacité à surmonter les contradictions, chasse aux sorcières, investissement de l'appareil de l'Etat, culte des symboles, prééminence des maximalistes...

M. Serge Belframe. L'apocalypse selon Gaudin !

M. Jean-Claude Gaudin. ...voilà ce qui caractérise l'action socialiste de ces cent premiers jours. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

Les Français espéraient mieux.

M. François Mitterrand, Président de la République, vient d'affirmer : « Aucun chômeur n'est dû à notre politique. »

M. Jean Valroff. Exact !

M. Jean-Claude Gaudin. Il est facile de répliquer qu'aucun chômeur n'a retrouvé un emploi grâce à votre politique ! (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Les chiffres sont là pour le prouver et vous savez bien que la situation économique se dégrade quotidiennement. Tous les indicateurs de conjoncture grimpent vers le rouge.

Le nombre des chômeurs, l'indice des prix, la chute du franc, la baisse de la production industrielle, les fermetures d'entreprises, voilà autant de signes qui indiquent, sans contestation possible, à tous les Français que votre politique économique a raté son départ. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Dans l'opposition, vous vous faisiez forts de réduire rapidement et durablement le chômage. Or, depuis le 10 mai, celui-ci n'a cessé de croître. A la fin de l'année, nous dépasserons probablement, hélas, le cap des deux millions de chômeurs.

En juin 1981, on a compté un tiers de faillites de plus que l'année précédente.

Vous ne pourrez pas vous abriter éternellement derrière l'héritage de la précédente gestion, que vous vous attachez à caricaturer sans le moindre souci d'objectivité. (*Mêmes mouvements.*)

Dans les mois qui viennent, tous les Français vont découvrir que la lutte contre la crise, une lutte efficace, est incompatible avec le changement de société, votre objectif prioritaire.

Pour réussir, un gouvernement a besoin de la confiance. Or vous faites tout pour la briser.

Pour réussir, un gouvernement doit agir avec réalisme. Or c'est le dogme qui vous guide.

Pour réussir, un gouvernement doit agir dans la clarté. Or c'est la confusion qui règne.

Vous dites que vous allez terrasser le chômage. Mais vous limitez la relance et vous mettez en accusation ceux qui pourraient créer des emplois.

Vous dites que vous allez relancer l'activité par la consommation. Mais vous multipliez les impôts nouveaux qui grèveront lourdement le pouvoir d'achat.

Vous dites que vous n'augmenterez pas la pression fiscale, mais, en même temps, vous créez un impôt exceptionnel qui frappera plusieurs millions de contribuables.

Vous n'hésitez même pas à pénaliser l'outil de travail ailleurs, vos impôts seront bientôt à l'image de nos sessions parlementaires : il y aura plus d'impôts exceptionnels que d'impôts ordinaires. *(Rires et applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)*

Nous retrouvons cette même incohérence dans votre attitude à l'égard des chefs d'entreprises.

On ne fait pas appel aux chefs d'entreprises en votant une loi d'amnistie discriminatoire à leur égard. *(Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)*

M. François d'Aubert. Très bien !

M. Jean-Claude Gaudin. On ne peut être pris au sérieux par des chefs d'entreprises lorsqu'on promet un abaissement des charges et qu'on aggrave en même temps la pression fiscale.

On ne fait pas appel au dynamisme, à la responsabilité et à la créativité en nationalisant, sans nécessité, plus de 50 p. 100 de notre économie.

M. le Premier ministre. Oh !

M. François d'Aubert. Très bien !

M. Jean-Claude Gaudin. Soumis à un véritable régime de douche écossaise, les patrons ne sont guère encouragés à créer des emplois, ces emplois dont nous avons tant besoin.

D'ores et déjà, vous portez dans ce domaine une lourde responsabilité.

N'oubliez pas, monsieur le Premier ministre, que c'est la France encore capitaliste qui, dans un élan de solidarité auquel nous souscrivons pleinement, vient en aide aux Polonais, socialistes malgré eux. *(Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)*

Pire : en fonctionnalisant une vaste portion du secteur privé, dans son ensemble compétitif et performant, vous engendrez une sclérose dont l'économie française ne se remettra que très difficilement.

Il n'existe que de rares exemples de sociétés nationalisées faisant preuve d'un dynamisme supérieur à celui des entreprises privées. La compétitivité résulte avant tout d'un climat psychologique.

Si l'économie française n'est plus capable de se battre sur les marchés internationaux, elle perdra vite la place privilégiée qu'elle y occupe encore. Voilà pourquoi nous sommes opposés aux nationalisations. Non pas pour préserver un illusoire grand capital, non pas pour défendre un monopole bien moins réel dans l'économie libérale que dans le collectivisme, mais pour éviter qu'un jour les Français, tous les Français, et surtout les travailleurs, ne supportent les conséquences d'une mesure absolument injustifiable sur le plan économique, et sans doute aussi inconstitutionnelle. *(Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)*

Et je n'évoque la question des indemnisations que pour poser une question : pourquoi nationaliser à 100 p. 100 alors que 51 p. 100 auraient suffi à l'Etat pour s'assurer le contrôle

des entreprises concernées ? Pourquoi ce « maximalisme » qui coûtera cher au contribuable, à tous les contribuables ? Peut-être tout simplement parce que cela est écrit sur les tables de loi socialistes.

Alors où est l'imagination que vous deviez mettre au travail ?

En fait, vous vous contentez de mettre en œuvre les vieilles incantations marxistes : les nationalisations ; « faire payer les riches ».

Cela ne vous permettra ni de venir à bout du chômage ni de réduire l'inflation.

Par contre, ces vieilles recettes inadaptées à la lutte économiques risquent d'écartier la France du peloton de tête des nations industrielles, peloton de tête que vingt ans d'efforts nous avaient permis de rejoindre.

Impuissants contre le chômage, vous ne réussissez pas mieux contre l'inflation.

Après les 1,7 p. 100 de hausse en juillet et les 1,3 p. 100 d'août, celle-ci galope à un rythme annuel de près de 18 p. 100.

Là aussi, vous avez beau évoquer « l'ombre de la gestion précédente », les Français deviennent sceptiques.

Où sont vos promesses d'améliorer substantiellement le pouvoir d'achat des travailleurs ?

Certains ministres, et pas les moins à gauche, commencent à murmurer que l'on ne pourra freiner l'inflation qu'en diminuant le pouvoir d'achat des salariés. Nous voilà bien loin des promesses électorales que vous nous avez prodiguées.

On ne lutte pas contre l'inflation avec des mots.

On ne lutte pas contre l'inflation en acceptant volontairement que le déficit budgétaire atteigne le chiffre alarmant de 100 milliards de francs, voire plus.

Car comment financerez-vous ce déficit auquel il faudra, hélas, additionner les déficits de l'assurance chômage et de la sécurité sociale ?

M. Michel Noir. Très bonne question. On attend la réponse.

M. Jean-Claude Gaudin. Ce n'est pas l'emprunt à 16,75 p. 100, taux qui d'ailleurs révèle bien votre pessimisme à l'égard de votre lutte contre l'inflation, non, ce n'est pas l'emprunt d'Etat qui suffira à combler ce gouffre, même si l'on y ajoute le produit de l'impôt sur la fortune et celui de l'impôt chômage. Alors, il vous faudra faire appel, une fois de plus, aux contribuables, ou bien, solution plus facile mais plus dangereuse, à la « planche à billets ».

Dans ces conditions, quel crédit les Français peuvent-ils accorder aux déclarations du ministre de l'économie lorsque celui-ci annonce pour l'an prochain une inflation réduite miraculeusement à 8 p. 100 ?

Dans ce domaine aussi, les seuls remèdes efficaces se nomment effort, stabilité, confiance, des mots qu'il est difficile d'intégrer dans votre vocabulaire.

Pourtant, si vous renoncez à ce traitement de choc, la France risque de devenir bientôt l'homme malade non seulement de l'Europe, mais de l'ensemble du monde occidental.

Il faut, là aussi, monsieur le Premier ministre, une autre volonté, et surtout un autre climat de confiance. Mais une confiance réciproque : celle des patrons envers l'Etat, mais aussi et surtout celle de l'Etat envers les patrons.

Reconnaissez avec moi que cette confiance-là est accordée aujourd'hui bien chichement. Elle permettrait pourtant de donner une efficacité certaine aux mesures d'aide aux entreprises que vous venez d'annoncer. Autrement, pourquoi voudriez-vous qu'un patron développe son activité s'il constate que, parallèlement à celle-ci, les charges fiscales augmentent ?

Nous aussi, nous savons que le chômage, avant d'être un fléau économique est avant tout un drame humain. Mais nous craignons que vos projets ne s'avèrent peu efficaces et, surtout, étriés.

Inefficaces, car si la solidarité nationale s'affirme indispensable, l'assistance généralisée reste une solution artificielle qui peut masquer la réalité, mais qui ne la change pas.

Créer des emplois dans la fonction publique ne répond pas actuellement à un besoin réel. Il vaudrait mieux prospecter de nouveaux marchés extérieurs.

Réduire le temps de travail, oui. Mais malheureusement, cela n'augmente pas le carnet de commandes des entreprises.

La préretraite? Bien sûr, les travailleurs la méritent! Mais n'aura-t-elle pas toute son efficacité que lorsque la démographie équilibrera les contingents d'entrée et de sortie? D'ailleurs il n'y a pas si longtemps, vous étiez vous-mêmes très réservés sur cette possibilité...

Etriqués, car ils négligent la vraie dimension de la crise. Votre vision semble buter contre les limites de l'hexagone.

Notre pays ne peut vivre en autarcie. Nous sommes tributaires d'une situation mondiale. Nous n'avons pas de ressources naturelles d'énergie, la main-d'œuvre étrangère coûte moins cher que la nôtre, nous consommons trop de produits extérieurs.

Alors, portons notre effort sur la reconquête du marché international, redonnons confiance à nos entreprises, imposons la technologie française, par sa qualité.

Hélas! vous avez choisi d'autres chemins. Je dis hélas, car nous ne souhaitons pas votre échec. Il serait aujourd'hui, par le jeu des institutions de la V^e République, l'échec de la nation tout entière.

Nous avons pour notre pays une ambition plus haute que la simple reconquête du pouvoir. Mais nous pressentons que votre échec sera inévitable.

Nous ne voulons pas vous voir conduire la France à la faillite.

Nous ne voulons pas que la société de liberté, de justice et de progrès en laquelle nous croyons soit mutilée.

Enfin, nous ne voulons pas que la France perde sa place dans le monde.

C'est pourquoi, monsieur le Premier ministre, les députés de l'union pour la démocratie française voteront sans hésitation la motion de censure déposée par leurs camarades du rassemblement pour la République. *(Applaudissements prolongés sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)*

M. le président. La parole est à M. Marchais.

M. Georges Marchais. Monsieur le Premier ministre, mesdames, messieurs, je ne m'attarderai pas sur la motion de censure déposée par l'opposition. Elle n'est que la réaction dérisoire à une autre censure, infiniment plus significative: celle que les Françaises et les Français ont exprimée aux mois de mai et juin derniers.

M. Philippe Séguin. Contre le parti communiste.

M. Georges Marchais. ... en mettant fin à vingt-trois ans de domination sans partage de la droite et en manifestant leur volonté de voir s'engager une politique nouvelle.

De même que nous avons pris toute notre part dans cette victoire, nous contribuons aujourd'hui de toutes nos forces à l'œuvre de changement indispensable. A tous les niveaux — au Gouvernement, dans cette assemblée, et partout dans le pays — les communistes travaillent activement et loyalement en faveur du renouveau.

C'est donc dans ce but — contribuer à la réussite du changement — qui détermine toute notre activité que je veux formuler devant vous les observations essentielles que nous inspire l'activité du Gouvernement.

Vous le savez, nous portons sur le bilan des premiers mois de son existence un jugement favorable. Notre appréciation prend en compte tout à la fois le cadre tracé à l'action de la majorité nouvelle par le suffrage universel; l'héritage légué par la politique désastreuse du pouvoir précédent; enfin le poids des contraintes extérieures, particulièrement de celles qui découlent de la politique économique et monétaire des Etats-Unis.

Dans ce contexte, nous considérons comme positives les premières mesures prises et les premières décisions annoncées — notamment celles que vous venez, monsieur le Premier ministre, d'évoquer à cette tribune.

La profondeur même de la crise, l'ampleur des besoins sociaux et nationaux, l'acharnement du patronat à s'opposer au changement, tout cela demande une action vigoureuse. Les Françaises et les Français ont donné congé à M. Giscard d'Estaing pour que des solutions efficaces soient enfin apportées aux graves problèmes du pays. Et en premier lieu, naturellement, aux deux problèmes les plus douloureux, les plus cruciaux: le chômage et l'inflation.

L'accélération de la hausse des prix, particulièrement en cette période de rentrée scolaire, frappe durement les familles populaires et tend à mettre en cause la légère reprise de la consommation enregistrée à la suite des mesures sociales adoptées par le Gouvernement.

Dans le même temps, le chômage continue de s'accroître. L'arrivée de 250 000 jeunes demandeurs d'emplois sur le marché du travail et les suppressions d'emplois dans l'industrie que le patronat continue d'imposer font même peser des risques d'aggravation supplémentaire de la situation.

C'est pourquoi il faut sonner l'alarme. La situation est sérieuse, préoccupante. Mais nous l'affirmons, preuves en main: elle n'est en rien fatale. On peut, à condition de décider les mesures appropriées, l'améliorer sensiblement.

A cet effet, j'ai, au nom de mon parti, exposé durant la campagne pour l'élection présidentielle des solutions d'ensemble, qui, à nos yeux, conservent toute leur valeur, afin de promouvoir une nouvelle croissance française et de libérer par là même progressivement notre pays du fardeau du chômage.

C'est le même objectif que nous poursuivons aujourd'hui. Nous le faisons naturellement dans le cadre du choix fait par les Français, au rythme et selon les modalités qui en découlent. Mais nous le faisons avec détermination, avec la ferme volonté d'aboutir à des résultats concrets qui améliorent réellement la situation. C'est bien clair: la bataille de l'emploi, la lutte pour vaincre le chômage est pour nous, communistes, la priorité des priorités, l'objectif numéro un de notre action.

Voilà pourquoi nous nous félicitons, monsieur le Premier ministre, que, comme vous venez de le rappeler, le Gouvernement ait décidé de faire de cette question l'axe de sa politique. Vous avez, à ce propos, évoqué un ensemble de mesures qui constituent, pensons-nous, autant de points d'appui pour avancer dans cette voie.

Le patronat, les banques et leurs porte-parole de la droite ne le supportent pas et leur opposent, comme on le voit aujourd'hui dans ce débat, une résistance farouche. C'est, je dirai, dans l'ordre des choses. Raison de plus non seulement pour ne pas freiner l'action engagée, mais pour l'accélérer. La bataille de l'emploi ne sera gagnée qu'à travers une lutte résolue contre le capital et ses gaspillages. Nous mènerons ce combat.

C'est donc pour contribuer au grand débat national que vous avez ouvert par votre déclaration que je veux formuler, au nom du groupe communiste, quelques propositions concrètes susceptibles de permettre de donner immédiatement un coup d'arrêt au chômage, puis de le faire reculer de façon durable.

Naturellement, la première de ces propositions concerne l'arrêt des fermetures d'entreprises et des licenciements. Aujourd'hui, le patronat continue de jeter à la rue quand la loi du profit l'exige. Il multiplie les formes d'emploi précaire. C'est inacceptable. Nous proposons d'établir le droit des comités d'entreprise à un recours suspensif auprès des pouvoirs publics et des collectivités régionales contre les fermetures, permettant d'avancer, dans la concertation la plus large, vers la recherche de solutions positives pour l'emploi.

Il convient également d'avancer dans la voie d'une politique qui mette un terme à la baisse continue du revenu des exploitants familiaux et qui apporte une aide efficace à l'installation des jeunes agriculteurs et aux agriculteurs en difficulté — vous en avez parlé. Et cela afin d'aboutir, dans ce secteur particulièrement touché, à l'arrêt de toute nouvelle perte d'emploi.

Le deuxième ensemble de propositions concerne les créations d'emplois. Les premiers efforts du Gouvernement dans ce domaine sont à prendre en considération. C'est notamment le cas des 100 000 emplois nouveaux dont la création est prévue d'ici à 1982 dans la fonction publique. Evidemment, la résorption du chômage nécessite surtout la création d'emplois industriels en très grand nombre.

Pour faire un pas significatif dans cette direction, il faut que dès maintenant le secteur public élargi soit un point d'appui. Des investissements nouveaux et la mise en œuvre des projets

de développement des entreprises publiques représenteraient des milliers d'emplois supplémentaires. De plus, le secteur public doit pouvoir offrir sans tarder une formation professionnelle à 100 000 jeunes en vue de leur embauche.

Pour financer ces mesures, il faut faire appel aux banques. Elles disposent de sommes colossales qui doivent être mises au service de l'œuvre de redressement de notre économie. Voilà pourquoi nous proposons le lancement d'un emprunt obligataire auprès des banques et des institutions financières, à un taux de 8 à 10 p. 100.

Créer des emplois industriels, en second lieu, c'est prendre appui sur la vie locale et régionale. Nous pensons qu'il est nécessaire, dans le cadre de la décentralisation de la vie nationale, de dresser région par région, branche par branche, un bilan de l'emploi et de l'activité économique permettant de mettre à jour les besoins régionaux et nationaux.

Une telle démarche, associant les travailleurs et les élus, permettrait de prolonger de façon efficace la relance, annoncée par le Gouvernement, d'une politique énergétique nouvelle, d'impulser le développement de secteurs comme la sidérurgie, la chimie, le textile, l'automobile.

Nous n'ignorons pas que certaines entreprises connaissent des difficultés pour investir. La récente décision du Gouvernement de diminuer sensiblement le coût du crédit constitue pour elles de ce point de vue une amélioration.

Nous proposons, pour notre part, de reverser aux P.M.E. l'aide de cinq milliards par an à l'investissement décidée sous le septennat précédent. Mais nous ne voulons faire preuve d'aucune naïveté. Nous connaissons trop la pratique antérieure consistant à inonder les entreprises de fonds publics pour financer leur redéploiement à l'étranger et leurs licenciements en France. (*Murmures sur les bancs du rassemblement pour la République.*) Combien de milliards ont ainsi été versés sans qu'un seul emploi ait été créé? (*Applaudissements sur les bancs des communistes et sur plusieurs bancs des socialistes.*)

Il faut donc lier étroitement et systématiquement tout versement de fonds publics à la garantie d'une création d'emplois stables en nombre suffisant dans les entreprises concernées. Et pour cela, il faut établir des procédures démocratiques de contrôle de l'utilisation de ces aides publiques et de ces crédits consentis.

Pour créer des emplois, il faut aussi lancer une grande politique d'équipements dont le pays a besoin. En ce domaine également, les projets du Gouvernement — de l'abandon du plan Guillaumat au réemploi des 40 000 maîtres auxiliaires en fonctions l'an dernier — constituent des points d'appui positifs. Nous proposons, pour notre part, le lancement de la construction de 100 000 logements sociaux, avec financement par la caisse des dépôts et consignations et par le budget.

Il va de soi qu'une telle relance de l'activité économique nationale et régionale impose la reconquête du marché intérieur. Il convient donc, à nos yeux, en choisissant de « produire français », de limiter les importations excessives et abusives.

L'amélioration de la situation de l'emploi et la reprise de la production nécessitent de développer la consommation, c'est-à-dire le pouvoir d'achat des Français. C'est ainsi que nous assurerons la meilleure efficacité économique et nationale de notre collectivité nationale.

Nous soutenons, quant à nous, la proposition de la C. G. T. de majorer de 10 p. 100 dans l'immédiat le S. M. I. C. et d'engager une politique salariale nouvelle visant notamment à améliorer la situation des travailleurs les plus défavorisés et le maintien du pouvoir d'achat de tous.

A cet égard, il est souhaitable que les négociations qui se sont engagées ou vont s'engager dans le secteur public et nationalisé manifestent de manière exemplaire la volonté du Gouvernement de relancer l'économie nationale sur des bases saines. Il faut faire en sorte que ces négociations traduisent le maintien du pouvoir d'achat et une revalorisation sensible pour les catégories les plus modestes.

Il en est de même pour la durée du travail qui doit, grâce aux nombreuses créations d'emplois fort heureusement réalisées dans les services publics, faire l'objet de décisions d'avant-garde conduisant rapidement vers les trente-cinq heures hebdomadaires et contraignant le patronat du secteur privé à céder sur la durée hebdomadaire et à créer simultanément des centaines de milliers d'emplois productifs.

La lutte contre le chômage ne peut être séparée de la lutte contre l'inflation. Le Gouvernement a pris des mesures de taxation sur les abus les plus criants. L'objectif a été avancé de réduire l'inflation à 8 p. 100. Une telle ambition est réaliste, à condition toutefois que soit engagée une bataille énergique contre les gâchis et la spéculation auxquels se livrent les patrons ainsi que certains intermédiaires ; à condition que soit menée une politique de vérité des coûts permettant d'agir à la racine même de la formation des prix.

Dans l'immédiat, si nous ne demandons pas comme une mesure systématique le blocage de tous les prix, nous sommes d'avis qu'il serait souhaitable d'établir un contrôle avec le concours des syndicats et associations et qu'il se traduise par un blocage ou une taxation en cas d'abus.

Pour réduire les difficultés qui pèsent sur les familles populaires et pour redresser la situation économique, il faut engager vraiment le combat contre les criantes injustices sociales. En effet, malgré les mesures prises ou annoncées par le Gouvernement, on ne saurait oublier que la France est un des pays les plus inégalitaires qui soient. C'est l'héritage des vingt-trois années du pouvoir précédent.

Un impôt sur la fortune a été décidé. Nous nous en réjouissons. Mais il faut bien reconnaître que les taux retenus — de 0,5 p. 100 à 1,5 p. 100 — n'aboutiront qu'à un rendement faible, probablement inférieur au chiffre de cinq à six milliards de francs prévu. Au sujet de cet impôt comme pour toutes les autres recettes fiscales de l'Etat, j'appelle votre attention sur la nécessité de mesures contre la fraude fiscale. Cette dernière — évidemment, ce ne sont pas les travailleurs qui en sont responsables — n'est-elle pas estimée à environ soixante milliards.

De la même manière, les premières dispositions prévues en matière d'impôt indirect, d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les entreprises ne nous semblent pas permettre à elles seules d'aboutir à un meilleur rendement des finances publiques, à une plus grande efficacité économique, notamment au regard de la création d'emplois, à une progression sensible de la justice fiscale. Nous continuons de penser que, dans le double souci d'assurer une plus grande justice sociale et de parvenir à la maîtrise de l'inflation, des mesures immédiates plus rigoureuses contre les privilèges s'imposent.

Nous proposons à cet égard :

En premier lieu, d'accentuer la taxation des entreprises, notamment celle des banques, des compagnies d'assurances et des compagnies pétrolières. Il est possible, immédiatement : de renforcer la taxation des provisions déductibles pour crédit à moyen et long terme des banques ; de réexaminer le régime trop libéral des provisions réalisées par les compagnies d'assurances ; de réviser le système du bénéfice mondial des sociétés multinationales ; de taxer les compagnies pétrolières de raffinage qui ont à leur bilan 21,5 milliards de provisions pour fluctuation des cours. Ces provisions, qui n'ont jamais été imposées, résultent simplement des relèvements successifs des valeurs des stocks des produits pétroliers. Même si une partie seulement de ces provisions était soumise à l'impôt sur les sociétés, le rapport serait de plusieurs milliards de francs.

En deuxième lieu, il conviendrait de prendre des mesures de justice fiscale sérieuses au sujet de l'impôt sur le revenu. Une décote sur les petites contributions bénéficierait à de très nombreux contribuables modestes pour un coût relativement faible. Ainsi, l'exonération de tous les smicards ne s'élèverait qu'à 900 millions de francs. A l'inverse, la création d'une tranche d'imposition à 65 p. 100 rapporterait, elle, 900 millions de francs. La compensation entre ces deux mesures simples peut donc contribuer à faire progresser la justice sociale de manière significative en maintenant une pression fiscale inchangée.

Faute de dispositions de cette nature, nous aboutirions à la situation paradoxale où le changement pourrait se traduire par une hausse sensible de la fiscalité des plus pauvres sans augmentation de la fiscalité sur les revenus les plus élevés. C'est évidemment inimaginable.

Enfin, en troisième lieu, nous proposons de mettre fin rapidement aux nombreux privilèges fiscaux du régime antérieur, et notamment d'annoncer la cessation des privilèges associés à la loi Monory sur l'épargne.

On le voit donc, que ce soit en matière de chômage, d'inflation, de justice fiscale, la réussite du changement exige la mise en œuvre de moyens audacieux s'attaquant à la domination du capital et donnant aux travailleurs les moyens de soustraire la vie économique nationale aux exigences du profit.

Vous venez, monsieur le Premier ministre, d'évoquer les projets du Gouvernement en matière de nationalisations. Naturellement, tous le monde sait que nous avons défendu l'idée d'une extension sensiblement plus large du champ des nationalisations. Nous continuons de considérer cette proposition comme légitime au regard des nécessités. Mais, comme je l'ai dit tout à l'heure, nous orientons notre action dans le cadre du choix fait par les Français. Nous apprécions à cet égard le fait que les engagements pris sur ce point par le Président de la République soient tenus sans retard. Les projets de nationalisation décidés par le Gouvernement vont dans la bonne direction. Bien entendu, le maintien des intérêts privés dans les filiales des grands groupes n'est pas sans poser des problèmes. Dans le cadre des projets gouvernementaux, nous souhaitons que tout soit fait pour que la nationalisation soit un moyen essentiel d'une nouvelle efficacité économique et sociale. Elle doit aussi se traduire par une gestion démocratique à la tête des groupes comme dans les filiales essentielles. Elle doit assurer des droits nouveaux aux travailleurs et à leurs représentants, notamment au conseil d'administration.

En définitive, c'est là — dans l'intervention active et consciente des travailleurs, des citoyens — qu'est la clé du succès. Nous n'en sommes qu'au tout début du processus de changement. Développer ce processus, opérer les transformations sociales, économiques, politiques dont la France a besoin ne se fera pas seulement d'en haut. Le changement ne pourra réussir que grâce à l'action des forces vives de notre pays.

Je l'ai montré tout au long de cet exposé, le patronat n'a pas abdiqué. Banquiers, financiers, spéculateurs, grands capitalistes, unis aux politiciens de droite, emploient tous les moyens dont ils disposent pour contrarier l'œuvre de rénovation engagée, contrecarrer les nationalisations, limiter les droits auxquels les travailleurs peuvent désormais prétendre, poursuivre la casse du potentiel économique national, en un mot, pour tenter d'escamoter le choix majoritaire des Français et continuer la politique du « profit roi » qui a plongé notre pays dans la crise.

Eh bien ! il faut qu'ils le sachent : ils trouveront toujours les communistes sur leur chemin. Face aux prétentions du patronat, nous soutiendrons en toutes circonstances les travailleurs dans leur lutte pour leur emploi, pour leur salaire, pour leurs droits.

C'est ainsi, par l'action du mouvement populaire, que nous assurerons la réussite de ce qui est engagé : l'essor du pays.

Je voudrais, pour conclure, exprimer devant l'Assemblée nationale, et devant vous, monsieur le Premier ministre, les sentiments que nous inspirent l'attitude arrogante et le discours de guerre froide du secrétaire d'Etat américain, le général Haig, avant-hier, à Berlin.

Nous sommes indignés et nous sommes préoccupés. Certes, nous le savons, M. Reagan et ses proches n'hésitent pas, dans le but d'intimider l'opinion démocratique, à outrepasser largement les limites que leurs responsabilités d'hommes d'Etat commandent de fixer à leurs propos. Ils ne répugnent pas à jouer avec le feu.

Mais ils ne peuvent nourrir l'espoir insensé de ramener le monde des décennies en arrière. Il faut qu'ils se fassent une raison : nous n'en sommes plus au temps où leurs prédécesseurs ou leurs semblables pouvaient décider à leur guise de la paix ou de la guerre.

Quelle meilleure illustration de l'évolution du rapport des forces en faveur de la paix que cette levée en masse, à travers l'Europe tout entière et jusqu'aux Etats-Unis même, des femmes et des hommes de paix légitimement révoltés par cet acharnement des dirigeants américains à attiser par tous les moyens la tension internationale ?

M. Emmanuel Hamel. Vous vous alignez sur Moseou ! Vous ne changez pas !

M. Georges Marchais. C'est par millions que s'expriment, sous des formes multiples, des combattants de la paix venus des horizons les plus divers, tant en République fédérale d'Allemagne qu'en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas ou en Scandinavie.

Plusieurs députés de l'union pour la démocratie française. Et en Pologne ?

M. Emmanuel Hamel. Et « Solidarité » ?

M. Georges Marchais. L'ampleur de ce mouvement ne fait que grandir de jour en jour.

Face à cette situation, le parti communiste français est d'avis que la France jouera un rôle à sa mesure en faisant entendre sa voix pour stopper toute tentative de retour à la politique néfaste de guerre froide, pour maintenir une situation de coexistence pacifique, de coopération, de dialogue, pour rechercher la paix et le désarmement. Dans ce but, toute initiative de sa part ne sera pas seulement conforme aux meilleures traditions de notre peuple. Elle constituera un reflet particulièrement positif des changements intervenus dans notre vie nationale. (Applaudissements sur les bancs des communistes.)

Nul doute qu'à l'échelle du monde tout entier nous serons écoutés.

Chacun sait le prix qu'attachent les communistes à ces grands problèmes contemporains que sont la paix, la sécurité et le désarmement. Pour cette raison, nous nous sommes félicités d'être parvenus, dans ce domaine également, à un accord clair avec le parti socialiste. (Murmures sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

Je rappelle à ce propos les termes de cet accord, signé par nos deux partis il y a un peu moins de trois mois : « Les deux partis soutiendront l'action internationale de la France — dans le respect de ses alliances — pour la paix et le désarmement progressif en vue de la dissolution simultanée des blocs militaires, en assurant l'équilibre des forces en Europe et dans le monde et la sécurité de chaque pays. » (Applaudissements sur les bancs des communistes.)

Il va de soi que nous sommes plus que jamais disposés à faire passer dans la vie cet engagement.

Nous ne pouvons perdre de vue que des centaines de millions d'êtres humains de par le monde ont faim et que les insupportables fléaux nés du sous-développement créent aux nations les plus avancées un devoir impérieux d'aide et de solidarité. Dans ces conditions, notre pays jouera le rôle qui est le sien en refusant de laisser les dirigeants américains prendre la lourde responsabilité de relancer la course aux armements, qui est la plus dangereuse et la plus ruineuse aventure de notre temps.

M. Emmanuel Hamel. Dites cela aux Russes !

M. Claude Labbé. C'est une véritable mise en garde qui s'adresse au Président de la République !

M. Georges Marchais. Je tiens donc à le dire solennellement à cette tribune : les communistes sont prêts à prendre toute leur part à la mise en œuvre d'une grande politique de coexistence pacifique, de coopération internationale, de désarmement et de paix. Nous avons conscience qu'en avançant oserement et rapidement sur cette voie, nous répondrons tout à la fois au vœu profond de notre peuple et à l'espoir que l'expérience engagée dans notre pays suscite parmi les peuples du monde.

Tout ce que je viens de dire montre à l'évidence que les députés communistes se situent résolument dans la majorité nouvelle, avec pour seul objectif de contribuer à la réussite du changement. C'est pourquoi, bien entendu, ils ne voteront pas la motion de censure présentée par la droite, qui porte une si lourde responsabilité dans la situation de crise que connaît notre pays. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)

M. le président. La parole est à M. Fuchs.

M. Jean-Paul Fuchs. Monsieur le Premier ministre, mes chers collègues, comment parvenir à une croissance économique suffisante pour maîtriser le chômage sans glisser dans une inflation trop vive ? Comment faire évoluer la société dans la voie d'un approfondissement de notre démocratie et des solidarités qui en découlent, tout en assurant le respect de chaque individu ?

C'est le problème de fond. Notre pays y est confronté depuis plusieurs années ; et vous et nous y serons confrontés pendant plusieurs années encore, comme tous les pays occidentaux.

Vous vous êtes très rapidement aperçu, monsieur le Premier ministre — le programme socialiste l'avait masqué — que les solutions à rechercher pour surmonter durablement nos difficultés dépendent de la coopération européenne internationale, que la politique monétaire des Etats-Unis, les choix économiques des pays européens, la réalité du choc pétrolier ne facilitent pas la recherche de ces solutions ; que la France participe étroitement à un ensemble de relations internationales, économiques et financières qui implique nécessairement rigueur de gestion à l'intérieur et confiance dans l'avenir du pays à l'extérieur.

M. Robert-André Vivien. Très bien !

M. Jean-Paul Fuchs. Or, on ne peut pas prétendre que cette rigueur et cette confiance soient au rendez-vous de l'action de votre Gouvernement.

Peut-on parler de rigueur quand on couvre le déficit du régime d'assurance chômage par l'emprunt, quand on finance les dépenses courantes par l'épargne, hypothéquant ainsi l'avenir...

M. Robert-André Vivien. Très juste !

M. Jean-Paul Fuchs. ... et quand le déficit budgétaire annoncé pour 1982 avoisine les 100 milliards de francs ?

Par quel miracle trouverez-vous la contrepartie financière alors qu'une grande partie du marché financier doit être réservée au financement des investissements industriels du pays ? Il est dangereux et inutile de vous en prendre aux entreprises qui n'investissent pas suffisamment, puisque votre politique conduit inévitablement à l'asphyxie des marchés financiers.

Puisque vous choisissez la voie de la facilité immédiate, vous créez aujourd'hui les conditions de déséquilibres graves tant sur le plan de l'inflation que de l'équilibre extérieur. Votre politique économique est celle du toboggan.

Pour nous, maîtriser le chômage c'est, dans le même temps, permettre un financement sain d'investissements soutenus, poursuivre la modernisation et sauvegarder la compétitivité de notre production, assurer une meilleure solidarité des revenus, amplifier et régionaliser la formation professionnelle, faciliter et encourager la création d'entreprises. Or vous faites l'inverse.

Mais, si vous êtes laxistes dans la gestion, que dire des éléments nécessaires à la confiance internationale ? En quelques semaines, vous avez annoncé la fermeture du marché financier international aux résidents français, l'institution d'un impôt sur la fortune qui portera gravement atteinte à l'outil de travail — sans situer cet impôt dans le contexte fiscal — et d'un impôt sur le capital, sans oublier une vague de nationalisations qui affectera tout l'appareil du crédit et une grande part de notre force de frappe industrielle.

Je n'insisterai pas aujourd'hui sur ces mesures dont nous discuterons le moment venu : mais elles nous paraissent d'ores et déjà extrêmement dangereuses pour l'avenir. Vous ressemblez, monsieur le Premier ministre, à ce soldat qui, lancé dans une guerre brutale contre des ennemis nommés chômage et inflation, démonterait son fusil en plein combat pour en modifier les rouages.

Et quels sont vos résultats ? Vous proclamiez, au cours de la dernière campagne électorale : « Deux millions de chômeurs avec la droite ! Le redressement avec nous ! » En réalité, nous n'avons jamais connu autant de faillites et les deux millions de chômeurs, c'est hélas avec vous que nous les atteindrons. C'est tout simplement parce que votre politique n'inspire pas confiance que les entreprises ne peuvent ni ne veulent investir, donc embaucher. Je doute que les mesures que vous nous avez annoncées aujourd'hui donnent plus de résultats que celles que vous annonciez il y a trois mois !

La plupart, d'ailleurs, ne sont que le reflet de ce qui a été tenté auparavant et que vous critiquez systématiquement alors qu'aujourd'hui, vous applaudissez : aide aux entreprises, pactes pour l'emploi des jeunes, comités de bassin, développement du travail à temps partiel.

Jamais l'inflation n'a été si forte et elle profite essentiellement aux riches. Croyez-vous que ce soient les plus pauvres qui aient pu souscrire votre emprunt à 16,75 p. 100. (Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

Monsieur le Premier ministre, vous aviez annoncé, durant la campagne électorale, que la victoire des socialistes serait celle de l'ouverture, de la concertation, du dialogue et de la liberté d'expression. Ce sont des valeurs auxquelles je tiens et que j'ai toujours défendues en cette enceinte ou dans mes réunions publiques. Elles auraient pu, dans un domaine ou un autre, nous permettre d'avoir des attitudes communes.

Or je constate, ici même, un ton de mépris envers certains députés lorsque j'entends affirmer que les députés de l'opposition sont élus par des capitalistes et par des bourgeois. C'est le mépris du parlementaire qui s'exprime lorsque, dans un de vos cabinets ministériels, on me répond : « Monsieur le député de l'opposition, vos interventions n'ont aucune chance, passez plutôt par un élu socialiste ! » Qu'est-ce ?

M. François Grussenmeyer. C'est un scandale ! (Applaudissements sur plusieurs bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. Charles Haby. C'est vrai.

M. le Premier ministre. Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur Fuchs ?

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre, avec la permission de l'orateur.

M. le Premier ministre. Je vous demande de me donner des précisions, monsieur Fuchs !

M. Jean-Paul Fuchs. Je vous en prie.

M. Jean-Paul Fuchs. Je vous les donnerai tout à l'heure, monsieur le Premier ministre !

M. le Premier ministre. Je vous en remercie, car je tiens à proclamer, au nom du Gouvernement, que de telles pratiques ne sont pas admissibles. Je ne veux pas penser qu'elles aient été le fait de qui que ce soit. Nous avons à informer les députés et à leur répondre. Qu'ils soient dans la majorité ou dans l'opposition, nous n'avons aucune différence à faire ! (Applaudissements sur les bancs de l'union pour la République et sur plusieurs bancs de l'union pour la démocratie française.)

M. Robert-André Vivien. Très bien !

M. Jean Seiflinger. Je pourrais citer un cas identique !

M. Jean-Paul Fuchs. Je vous remercie, monsieur le Premier ministre. Je ne peux que vous donner acte de votre déclaration. J'en constaterai les effets dans quelques semaines.

Mais je constate aussi l'épuration de l'O. R. T. F. En trois mois, vous avez changé les quatre présidents des sociétés de programme, ceux de l'I. N. A., de la Sofirad, d'Ilavas, les directeurs généraux de A 2, de FR 3, de la S. F. P. et de R. M. C.

Comme si l'O. R. T. F. avait été, pendant des années, le siège de l'incompétence !

J'ai constaté la mutation de très nombreux préfets, ou le remplacement des recteurs, non en raison de leur valeur professionnelle, mais à cause de leurs convictions politiques.

En fait d'ouverture, nous assistons actuellement à une mainmise de l'Etat socialiste sur tous les rouages de l'Etat et sur les media, qui donc ne manqueront pas de minimiser l'ampleur des échecs et d'en rejeter la responsabilité sur l'ancienne majorité. (Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

Vous avez également affirmé, lors de la campagne électorale, que la victoire de la gauche serait la victoire de la clarté. Or ce qui me frappe, c'est l'impréparation des textes et la précipitation qui préside à leur dépôt. Dans le projet sur la décentralisation, il n'était pas question des compétences et des moyens de la région ; le texte sur les radios libres, déposé le matin au Sénat par le Gouvernement, a été modifié l'après-midi même par ce Gouvernement, et il ne dit mot de l'essentiel : le financement.

M. François Grussenmeyer. C'est l'apprentissage !

M. Jean-Paul Fuchs. S'agissant des nationalisations, on ne sait pas sur quelle base seront remboursés les actionnaires.

Je pourrais multiplier les exemples !

Pourquoi tant de hâte, tant de précipitation ? N'avez-vous pas cinq ans devant vous ? Avez-vous peur ? Vous sentez-vous faibles ?

M. Gilbert Sènès. Il y a tant à faire !

M. Jean-Paul Fuchs. Ce qui me frappe, ce sont les contradictions, les déclarations divergentes sur les centrales ou les expériences nucléaires, sur le service militaire, les ventes d'armes ou le vote des immigrés.

On peut être surpris d'entendre M. Leroy affirmer que les communistes sont « au » Gouvernement, mais non « du » Gouvernement ; que ceux qui d'autres ont qualifiés de « garçons de courses » sont en réalité les responsables du changement...

Absence de rigueur dans la gestion, précipitation dans le débat législatif, confusion et contradiction entre les actes et les paroles, inquiétude que suscitent certains comportements dogmatiques qui ne répondent pas aux vœux profonds du pays : autant de raisons qui nous conduisent, monsieur le Premier ministre, à voter la censure de l'action de votre Gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. Bêche.

M. Guy Bêche. Monsieur le Premier ministre, mes chers collègues, depuis des années, les députés socialistes qui se sont succédé à cette tribune ont réclamé des mesures permettant d'engager résolument la bataille la plus offensive pour l'emploi.

La campagne pour l'élection présidentielle a été l'occasion pour le candidat socialiste François Mitterrand, devenu le Président de la République, et pour nous socialistes de marquer cette priorité par des propositions.

Etre en mesure de permettre à chaque citoyen d'accéder à l'emploi, c'est mener un combat pour la dignité et la liberté de l'homme.

Au moment où vous avez fait connaître officiellement, monsieur le Premier ministre, la semaine dernière, votre décision de venir ici afin d'engager réellement avec le député cette grande bataille pour l'emploi, le rassemblement pour la République a demandé, sans illusion aucune, à notre assemblée de censurer votre action. Notre ami Lionel Jospin a dit globalement tout à l'heure, au nom de tous les socialistes, ce qu'il fallait en penser. Le rassemblement pour la République, rejoint par l'union pour la démocratie française, a clairement marqué sa priorité et son choix : pour eux, mais nous le savions déjà, l'emploi n'est pas une priorité !

M. François Grussenmeyer. C'est l'inverse !

M. Guy Bêche. Rappelons par quelques exemples ce qu'a été leur action lorsqu'ils étaient dans la majorité, ce qu'ils ont fait.

M. François Grussenmeyer. Beaucoup de choses !

M. Guy Bêche. Ils ont voté toutes les lois, tous les budgets qui organisaient le chômage et la précarité de l'emploi.

Ils ont légalisé le travail temporaire, placé entre les mains des sociétés d'intérim, démantelé le code du travail en multipliant les possibilités de recours au contrat de travail à durée déterminée ; organisé le travail précaire sous toutes ses formes ; sélectionné l'indemnisation du chômage, laissé décapiter ou aider à la décapitation de la sidérurgie, de l'industrie textile, de la machine-outil — même si, aujourd'hui, et curieusement, le rassemblement pour la République demande, par le biais d'une résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la machine-outil — que certains s'expliquent sur ce qu'ils ont fait depuis 1976. Et ils ont désorganisé les services publics de l'éducation, de l'emploi, de la formation et tous les autres.

Bref, ils ont mené une bataille contre l'emploi.

M. Charles Haby. Soyez sérieux !

M. Guy Bêche. Je ne reprendrai pas ici tout ce que nous, députés socialistes, avons proposé...

M. François Grussenmeyer. Ce n'était pas sérieux.

M. Guy Bêche. ... lors des débats qui ont eu lieu entre 1978 et 1981, et je n'oublie pas les demandes de nos prédécesseurs.

Nous avons avancé des propositions pour mettre en échec les desseins ignobles du giscardisme, du chiraquisme ou du barrisme.

Chacun, ici, garde encore en mémoire toutes nos propositions.

Que le présent débat nous offre plutôt l'occasion de rappeler comment, ensemble, nous allons maintenant répondre à l'attente des travailleurs !

La censure, demandée par les groupes de l'opposition, ne sera pas votée. Contrairement à ce qu'ils espéraient, son effet sera donc nul sur l'opinion. La motion de censure n'aura même pas permis de camoufler les querelles internes et interminables de l'opposition.

M. Philippe Séguin. Demandez-le à Georges Marchais !

M. Charles Haby. Oui, et il y en a d'autres !

M. Guy Bêche. Elle aura surtout montré que les membres de l'opposition sont enclins à organiser la fuite en avant plutôt que de nous suivre pour aider au redressement du pays.

C'est un choix dont il nous appartiendra de leur faire supporter le poids. Les mesures qui viennent d'être annoncées y contribueront, dès lors que nous aurons lancé toutes nos forces pour qu'elles produisent tout leur effet positif.

Le principe du partage de l'emploi par la réduction du temps de travail et par la délimitation des nouvelles conditions d'accès à la retraite est une mesure attendue du pays. Elle aura un double effet : libérer des emplois et améliorer les conditions de vie.

Les créations d'emplois et l'aide aux créations d'emplois vont dans le sens de la multiplication du nombre des postes de travail et de l'amélioration des conditions de celui-ci.

L'amélioration de l'insertion professionnelle et le développement de la formation professionnelle sont de nature à redonner confiance aux jeunes qui, sortis de l'école avec ou sans formation, étaient jetés sur le pavé sans indemnité, ou avec une indemnité « à retardement ». Ces mesures vont dans le sens non seulement de la solidarité à l'égard de la jeunesse, mais aussi à l'égard de tous ceux qui, à tout âge, sont jetés hors des circuits du travail.

Toutes ces mesures sont positives, même si elles laissent pour l'instant, le temps de leur mise en place, certaines questions en suspens : celle de l'indemnisation des jeunes chômeurs actuellement non indemnisés ou celle des sans-emploi ayant épuisé leur droit à indemnisation au regard de la législation en vigueur.

Vous le savez, monsieur le Premier ministre, le débat dans l'opinion sur l'indemnisation du chômage donne lieu à beaucoup de controverses tant il est difficile, souvent mal connu, mais vous savez aussi tellement il peut être embrouillé par la manière hâtive selon laquelle, pendant trop longtemps, le problème du chômage a été présenté.

Il est vrai que les choses peuvent paraître simples quand, parlant de solidarité nationale, on évoque la solidarité par la contribution de tous ; je pense notamment au projet de contribution des fonctionnaires. Mais les choses se compliquent lorsque l'on évoque les contours et les risques de la très grande solidarité nationale.

En effet, il y a déjà solidarité par le biais de la contribution au budget de l'Etat, et l'élargissement peut être un frein à l'effet positif des mesures que vous nous proposez, car ce peut être l'occasion pour certains agents économiques de continuer à vivre dans le roulement actuel.

Les mesures que vous venez d'amorcer vont dans le bon sens ; elles ont notre adhésion ; elles l'auront d'autant plus que vous marquerez votre volonté d'aller plus loin en engageant la nécessaire bataille contre le travail précaire, sous toutes ses formes, contre ce qui est ressenti comme une grande injustice, je veux parler des cumuls. Nous connaissons votre volonté d'aller dans ce sens-là, dans le cadre de votre politique du droit à l'emploi. Vous savez que les socialistes sont prêts à vous aider.

Monsieur le Premier ministre, les mesures que vous venez d'annoncer auront besoin, pour donner un résultat positif, d'un large soutien du pays. Elles sont positives car elles marquent bien la volonté de frapper au cœur ce mal qu'est le chômage. Certaines permettront de remédier aux situations dramatiques de milliers de Français. D'autres constitueront la rampe de lancement pour la reconquête de l'emploi industriel, demain, lorsque nous vous aurons donné les moyens de conduire une nouvelle politique industrielle en approuva. Le vaste programme de nationalisations que nous examinerons au cours des prochaines semaines.

Pour mener à bien ce vaste programme en faveur de l'emploi vous avez besoin du concours des élus du peuple, le nôtre, à tous les niveaux : national, régional, départemental et local. Les socialistes vous apportent le leur et respectent les engagements que nous avons pris en commun au moment de la bataille des élections ; cela constitue pour nous une grande mission.

Vous avez besoin des travailleurs eux-mêmes. Ils sont intéressés ; ils vous aideront : nous les entendons chaque jour réaffirmer leur soutien. Il nous faudra cependant, dans le cadre de la politique tendant à mettre en place la nouvelle citoyenneté, leur donner des droits nouveaux. Oui, les droits nouveaux pour les travailleurs dans l'entreprise constituent également l'une des clés de votre politique : faire vivre ou revivre les structures démocratiques dans l'entreprise, élargir le champ des libertés pour les travailleurs, voilà ce qu'il faut aussi entreprendre.

Vous avez besoin du concours des chefs d'entreprise — et vous leur avez lancé un appel tout à l'heure. Sont-ils prêts à vous aider ? Ils leur appartient de l'indiquer clairement au pays.

Si l'on en croit leurs déclarations au moment des consultations électorales, cela ne devrait pas poser de problèmes. Ils réclamaient en effet « la liberté d'entreprendre ». Or vous avez affirmé et vous leur avez montré votre volonté de les y aider dès lors que ce qui est entrepris va dans l'intérêt du pays et de sa population. Les mesures prises tant pour les charges sociales que pour la relance de la consommation et les aides à la création sont là pour en témoigner.

Mais ont-ils réellement cette volonté ? C'est ce qu'ils devront trouver par leurs actions quotidiennes.

Certes, il sera nécessaire, dans certains cas, de virer à 180 degrés, car toute la législation du travail mise en place par l'ancienne majorité ne répondait pas à la logique de sauvegarde et de création d'emploi. Nous savons tous qu'elle existait uniquement parce que le patronat lui demandait de la mettre en œuvre.

Il faudra évidemment que le patronat révise une certaine logique pour s'adapter à la nouvelle politique, s'adapter au changement et y participer. Il est indispensable que nombre de patrons cessent de pratiquer ce que j'appellerai la grève de l'embauche. Nous connaissons de multiples exemples dans tout le pays où l'embauche est interrompue dans les entreprises et où les commandes ne sont pas honorées. Il est dans l'intérêt même des décideurs économiques, à quelque niveau qu'ils se situent, d'aider au redressement du pays. Il nous appartient avec vous, monsieur le Premier ministre, de convaincre les chefs d'entreprise que leur appui à votre politique, en concourant au redressement économique, social et international de la France, facilitera la solution de leurs propres problèmes.

Notre travail est de convaincre tous ceux qui ont été souvent les victimes des crises provoquées par le capitalisme international. Les nationalisations, notamment celle du crédit, donneront aux petites et moyennes entreprises les marges de manœuvre que leur refusaient non seulement les monopoles privés, mais également les banques nationalisées. Il n'est pas normal, nous l'avons toujours souligné, que les banques puissent trop souvent, encore aujourd'hui, décider seules du sort d'une entreprise et de ses salariés.

Les nationalisations de grands groupes industriels, et la prise de participation dans d'autres, permettront de réorienter l'emploi industriel. Nous savons tous que c'est par le dynamisme de nos entreprises industrielles que nous gagnerons la bataille. Dans ce domaine, chacun de nous connaît l'immense travail qu'il reste à réaliser pour redonner son souffle et sa grandeur à notre industrie, conditions, par certains côtés, de notre indépendance. Le projet des socialistes répond à cette exigence, qu'il s'agisse des industries traditionnelles, des industries dites d'avenir, parmi lesquelles on pourrait citer celles des biens de consommation, des loisirs, du cadre de vie.

Quel changement avons-nous constaté, monsieur le Premier ministre, en vous écoutant tout à l'heure ! Vous avez, contrairement à vos prédécesseurs, analysé au fond les causes réelles de la crise... (*Exclamations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française*)... plutôt que de faire appel, et trop vite, à l'alibi unique du pétrole.

La crise résulte des choix opérés par ceux qui nous gouvernaient avant le 10 mai ou d'options que leur ont imposées les grands groupes industriels en matière de politique industrielle, de recherche ou de politique énergétique, afin de satisfaire au mieux leur désir de profit immédiat.

La mise en place d'une réelle politique de l'énergie, telle qu'elle sortira du débat que notre assemblée va engager dans les prochaines semaines en prévoyant à la fois la diversification de nos sources d'énergie et une réelle politique d'économies d'énergie, constituera l'une des clés du développement et de la sauvegarde de grands secteurs de notre industrie.

La mise en œuvre d'une réelle politique de la recherche, qui est déjà clairement traduite dans ce que nous connaissons des grandes lignes du projet de budget pour 1982 dans ce domaine, est une manifestation supplémentaire de la volonté du Gouvernement de gagner la bataille de l'emploi, et pour longtemps.

Le Gouvernement s'est accordé deux années. Avec les mesures annoncées aujourd'hui, les nationalisations, le plan de deux ans, la décentralisation, le soutien des élus, celui des travailleurs et de la population, chaque jour le sillon de la réussite se creuse. Nous pouvons déclarer : continuons ensemble. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

M. le président. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

— 3 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Ce soir, à vingt et une heures trente, deuxième séance publique :

Fixation de l'ordre des travaux ;

Suite de la discussion et vote sur la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé et déposée par : MM. Labbé, Kaspereit, Didier Julia, Corréze, Santoni, Perbet, Raynal, de Préaumont, Marcus, Emmanuel Aubert, Krieg, Pinte, Robert Galley, Messmer, Chirac, Frédéric Dupont, Guichard, Gorse, Lancien, Gascher, Tranchant, Narquin, Guillaume, Mme Florence d'Harcourt, MM. Cointat, de Gastines, Falala, Miossec, Cavallé, Mauger, Charles, Couve de Murville, Jacques Godfrain, Péricard, Toubon, Goasduff, Camille Petit, Noir, Mme Missoffe, MM. Séguin, Valleix, Barnier, François Fillon, Debré, Gaston Flosse, Deniau, Tiberi, de Rocca Serra, Nungesser, Robert-André Vivien, Pons, Pierre Bas, Grussenmeyer, de Lipkowski, Sprauer, Durr, Charié, Marette, René La Combe, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution et de l'article 156 du règlement.

La séance est levée.

(*La séance est levée à dix-neuf heures trent*)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,
LOUIS JEAN.